

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnaliste et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Ed. resp. : Mr Arnoldy
-258, rue de la Jardinière
4000 - ANGLEUR

Novembre 78

SUPPLEMENT N° 4 pour la **Belgique**

Prix 20 F

**Ou lutte électorale
Ou lutte de classe !**

- SIDERURGIE :

QUELLES SOLUTIONS ?

- L'intervention criminelle au Zaïre

- Les luttes dans les petites entreprises

- A PROPOS DU 4° CONGRES

DE LA L.R.T.

VIENT DE PARAITRE A LA

petite bibliothèque payot

amadeo bordiga

ESPÈCE HUMAINE ET CROÛTE TERRESTRE

Massacre de la nature, pollution industrielle, urbanisme démentiel, catastrophes en tous genres, y compris « naturelles », ne sont pas le produit de la fatalité ou du progrès, mais de la course au profit. A mesure que le capitalisme pourrit sur pied, il prostitue de plus en plus la technique, qui pourrait être libératrice, au point d'arriver à lui transmettre sa propre nourriture et de la retourner contre l'espèce. Quant à l'Etat, lorsqu'il intervient, c'est moins pour limiter certains excès du capital que pour l'aider à transformer les catastrophes en or. Traitant dans l'optique d'un marxisme rigoureux les rapports du capitalisme avec la nature et avec la technique, les articles de ce recueil sont un cri on ne peut plus actuel, un pavé violemment lancé contre la vitrine de la civilisation capitaliste et de ses prétendus bienfaits.

Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles (...) Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée.

Thèses de Lénine-Boukharine
au 2^e Congrès de l'IC, 1920

Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers des élections et des débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter côte à côte avec les membres de la classe bourgeoise, et sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que les délégués de ses exploités.

Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI au 2^eème Congrès de l'I.C., 1920

La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses *cette* idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de *toute* la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de *cette* propagande, de cette agitation.

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois.

Lénine, *L'Etat et la révolution*,

L'unité avec l'opportunisme, c'est l'unité du prolétariat avec sa bourgeoisie nationale, c'est-à-dire la subordination à cette dernière et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire et internationale.

LENINE, "L'opportunisme
et la faillite de la
IIème Internationale"

LA QUESTION PARLEMENTAIRE DANS L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

I. POSITION DU PROBLEME : L'ANNEE 1919

Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Zinoviev). Jean Longuet : déchéance du parlementarisme (Trotsky).

II. AU IIème CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Discours de Boukharine, Bordiga, Lénine. Introduction de Trotsky et Thèses de Lénine-Boukharine adoptées par le Congrès. Thèses présentées par la Fraction Abstentionniste italienne.

III. A L'EPREUVE DES GRANDES BATAILLES DE CLASSE (1913-1926)

1913 : Contre l'abstentionnisme. 1919 : Ou élections ou révolution. Préparation révolutionnaire ou préparation électorale. 1921 : Manifeste électoral du PC d'Italie. 1924 : Nostalgies abstentionnistes. 1926 : Bilan de l'Aventin anti-fasciste.

Une brochure de 60 p. : 4 F.
Commande aux Editions Programme Communiste.

OU LUTTE ELECTORALE

OU LUTTE DE CLASSE !

Alors que la crise économique mondiale provoque de brusques ruptures des équilibres issus de la deuxième guerre mondiale, que de nouvelles alliances entre Etats se précisent (USA, Chine contre URSS) sur fond de préparation de la prochaine guerre mondiale, et, qu'à ces grandes manoeuvres inter-impérialistes répondent de violentes explosions sociales à la périphérie des grands pays capitalistes (Iran, Nicaragua) ainsi que d'authentiques mouvements de classe comme la grève des mineurs chiliens et péruviens et au coeur même des USA les multiples grèves de ces derniers mois; Alors même que l'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption, la vie politique, ici, dans la petite Belgique est marquée par le coup d'éclat de l'ex-premier ministre Tindemans devant la Chambre. Ce qui a provoqué ces nouvelles élections.

Cette simple constatation suffit à montrer à quel point, notre classe, le prolétariat est encore terriblement absente de la scène, notamment en Europe occidentale et à quel point la social-démocratie et le stalinisme, d'accord avec la bourgeoisie sur le fameux principe démocratique, ont réussi à éliminer, certes de façon non complète et définitive, non seulement toute volonté révolutionnaire de la classe mais aussi à étouffer la lutte de classe pour les intérêts immédiats des travailleurs.

La signification de ces élections n'est donc pas à chercher dans une quelconque crise du système de domination bourgeoise et elles ne jouent même pas cette fois-ci un rôle de diversion face aux premières poussées prolétariennes comme en Avril 77. (1). Non il s'agit somme toute d'un épisode assez banal pour une démocratie bourgeoise : donner une "légimité populaire" à une nouvelle coalition gouvernementale, autrement dit à un nouveau compromis entre partis bourgeois, si possible mieux adapté pour affronter une nouvelle étape. De ce point de vue, il est significatif que ce soit le principal parti bourgeois qui soit responsable de la dernière "crise gouvernementale" et seuls les imbéciles ont pu croire à un acte personnel de Tindemans (2) (même si cela lui a permis de régler ses comptes avec une fraction de son parti). D'autre part, il faut rappeler que l'électorat belge vote de la même manière depuis des années et des années à 1 ou 2% près, ce qui signifie que les différentes possibilités de combinaisons gouvernementales et des majorités parlementaires les soutenant sont toujours les mêmes : les chrétiens devront gouverner avec les libéraux ou avec les socialistes ou avec les deux. Il nous est pas indifférent de connaître la stratégie de l'adversaire même si les dés sont pipés et le résultat des élections connu d'avance; d'autant plus que la participation au gouvernement d'un parti influençant largement les travailleurs (le PSB) n'est pas sans conséquence pour les luttes de la classe ouvrière. Et c'est pourquoi nous allons tenter de tirer un bilan du gouvernement précédent et d'analyser les dispositions que devra prendre le prochain afin de mettre en garde les prolétaires quant aux plans de la bourgeoisie.

Le gouvernement Tindemans II représentait une très large coalition gouvernementale et s'était surtout fixé comme tâche dans un premier temps de régler le "problème communautaire" et dans un second de promulguer la fameuse "loi anti-crise". C'est surtout le premier problème qui nécessitait une telle coalition et au lendemain du pacte Egmond et des accords du Stuyvenberg les négociateurs affirmaient avoir maîtrisé le problème éternel de la Belgique. Cependant, quelques temps après, quelques incidents montrèrent qu'il n'en était rien et une partie du compromis finit par être remise en cause. Nous n'entrerons pas ici dans les détails de ces événements, il nous suffit de dire qu'ils démontrent pleinement que le problème linguistique et régional fait partie de ceux qui sont insolubles par le capitalisme belge du fait même des circonstances historiques qui ont présidé à la constitution de l'Etat et ont déterminé son évolution. (3). D'ailleurs le but poursuivi par la bourgeoisie belge, n'en déplaît aux petits partis fédéralistes, n'est pas de chercher un règlement illusoire de ce problème mais bien d'arriver à une sorte de consensus entre ses différentes fractions, de limiter les surenchères des uns et des autres afin de pouvoir consacrer un maximum d'énergie au règlement de problèmes bien plus préoccupants (et c'est ici qu'intervient la loi "anti-crise"). Un tel "règlement partiel" de la "question communautaire" satisfait d'ailleurs fondamentalement tous les partis, jusqu'aux libéraux restés dans l'opposition, et n'exclut nullement que l'on fasse encore beaucoup de tapage autour de la question linguistique si le besoin s'en fait sentir - comme par exemple cela s'est déjà produit lors des grèves de 60-61 avec l'aide de l'opportunisme syndical et politique et des suivistes de tous bords toujours prêts à enfourcher le cheval du fédéralisme -. Le gouvernement Tindemans II laisse donc un certain "acquis sur le plan communautaire" satisfaisant du point de vue bourgeois. Par contre, il s'est littéralement cassé les dents sur la loi anti-crise. En effet celle-ci doit encore recevoir d'innombrables arrêtés d'exécution et déjà en Juin dernier Tindemans avait failli démissionner après les désaccords survenus au sein du gouvernement quant aux pouvoirs spéciaux. Il s'avère donc que la coalition gouvernementale précédente

ne pouvait satisfaire aux exigences du capitalisme belge en ce qui concerne les mesures qui lui sont indispensables pour assurer ses profits et qui immanquablement se traduisent par une AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION DE LA CLASSE OUVRIERE. La préoccupation fondamentale de tous les partis bourgeois (y compris le PSB) est de rattraper le temps perdu dans ce domaine. Pour la bourgeoisie, il est urgent d'accélérer les restructurations industrielles, de mettre au chômage un grand nombre de travailleurs dont l'emploi est jugé peu rentable, de réduire les coûts de production en comprimant encore plus les salaires et en augmentant les cadences de travail. Tout cela demande une redistribution des cartes au niveau des partis et notamment une nouvelle répartition des tâches. Le PSB restera-t-il au gouvernement? C'est fort possible, ne s'est-il pas montré apte à promouvoir les pires plans anti-ouvriers ces derniers mois. Cependant il lui faudra aussi se préparer à jouer un rôle d'opposition (toute formelle bien sûr !!) avec les partis ouvertement bourgeois, comme le CVP. La démocratie parlementaire bourgeoise est pour le capital un instrument efficace surtout pour voiler la réalité aux yeux du prolétariat! Alors que les partis se prononcent tous pour une véritable "régionalisation", ils sont tous d'accord pour renforcer la centralisation de l'Etat dans ce qui lui est fondamental (la police, l'armée, les finances ...); la démocratie est "plus près du peuple" et en même temps elle se "blinde"! Tous les partis sont pour diminuer les inégalités et en réalité travaillent à assurer à la bourgeoisie de plus grands profits en augmentant la misère des prolétaires et en prolétarisant aussi la petite bourgeoisie, surtout en période de crise économique! Le danger pour la bourgeoisie en Belgique c'est qu'il n'y a pas de grands partis à vocation oppositionaliste - comme par exemple le PCF en France - et que par conséquent la colère spontanée des travailleurs prend vite le chemin de grèves sauvages difficilement contrôlées malgré le poids énormes des illusions démocratiques. Le PSB est beaucoup trop corrompu bien qu'il n'ait été au gouvernement que rarement - mais c'était toujours en période difficile et il n'a jamais hésité à marcher contre les travailleurs - son utilité, c'est surtout qu'il tient encore bien la FGTB en mains. Le PCB est bien trop faible, tout comme des groupes tels la LRT, ils jouent peut être un rôle de sauvetage pour la bourgeoisie mais dans des conditions bien plus explosives! Aussi faudra-t-il que le PSB soit à la fois au gouvernement et dans l'opposition et que PCB et LRT essayent de constituer un hypothétique bloc de gauche capable de canaliser la colère ouvrière avec l'aide des "opposants de gauche" de tous bords, du MOC à "Tribune Socialiste". Le bulldozer des mesures bourgeoises ne peut attendre que toutes ces contradictions soient résolues pour essayer dès maintenant d'écraser toute résistance prolétarienne, c'est ce qui fait sa faiblesse et la bourgeoisie tatonnera quelque peu pour le rendre le plus efficace possible à l'issue de ces élections.

Tout ceci confirme ce que notre courant n'a cessé d'affirmer depuis sa naissance : l'émancipation de la classe ouvrière exige la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois et la dictature du prolétariat, en pays de vieille démocratie, on ne peut avancer de tels principes sans affirmer clairement la nécessité de détruire la vieille démocratie parlementaire qui est, tout comme le fascisme, qu'une forme de la dictature du capital. Et comme le disait déjà en 1919 la gauche qui allait diriger pendant quatre ans le Parti Communiste d'Italie : "Si en même temps on voulait mener une action électorale tendant à envoyer au parlement bourgeois des représentants du prolétariat et du parti, on enlèverait toute efficacité à cette préparation révolutionnaire". Nous nions donc qu'il soit utile de pratiquer le parlementarisme révolutionnaire car nous pensons qu'il faut surtout combattre les illusions parlementaires, pacifiste et électoralistes du prolétariat; et nous nous adressons ici directement aux travailleurs conscients des intérêts de leur classe : dans les prochaines élections faites en sorte que votre vote obligatoire soit nul parce que ces élections se font contre votre classe ! Vous avez le moyen de contrer la bourgeoisie, par la lutte directe et quotidienne contre l'exploitation capitaliste ! Defendez vos intérêts de classe immédiats ou lointains en renforçant l'unité combattante des travailleurs contre le front uni compact de la bourgeoisie et de l'opportunisme syndical et politique. Ce n'est que de cette manière que le prolétariat pourra renaître comme classe, que le Parti Communiste Mondial fermement reconstitué autour du programme de Marx, d'Engels et de Lénine pourra prendre la direction de la lutte révolutionnaire contre l'ordre impérialiste mondial, seule issue prolétarienne à la crise mondiale du système capitaliste.

Note 1 : Ce n'était là qu'un des aspects de ces élections surtout décidées pour permettre au PSB de rentrer au gouvernement comme nous l'avions indiqué à l'époque (cf Supplément N°1)

Note 2 : Bien préparé en tous cas car la télévision y a été invité et ... la réservation de nombreux panneaux d'affichage avait été effectuée bien à l'avance par le CVP à Anvers ...

Note 3 : Nous avons amplement développé ce point ainsi que notre critique du fédéralisme revendiqué au nom du mouvement ouvrier dans le numéro précédent de ce supplément au prolétaire.

SENS ET PORTEE DE LA LUTTE

CONTRE L'IMPERIALISME BELGE

Sur la lignée de son intervention de 64, la Belgique a envoyé de nouveau des troupes en Afrique.

Certains justifient cela par la "sécurité des ressortissants", d'autres reconnaissant implicitement les intérêts impérialistes de la Belgique, expliquent qu'elle y aurait été contrainte à cause de la France (tout en lui laissant faire le plus sale boulot), car comme l'écrit le ministre des Affaires étrangères (dans le Monde du 22.4.77) : "La France s'intéresse particulièrement aux richesses du Zaïre, et la Belgique ressent cela comme une rivalité internationale. Nous avons toujours dit que la Belgique doit laisser la France tranquille dans les régions où, historiquement, elle est donc chez elle. Nous avons demandé que la France adopte la même attitude à notre égard". Comme s'il pouvait y avoir entre les différentes bourgeoisies, une harmonie, une entente en matière commerciale et économique !

Peur d'autres encore la Belgique interviendrait pour le compte d'une autre puissance et il faudrait d'abord combattre cette autre puissance. Cette thèse absolument fautive est de surcroît des plus dangereuses pour le mouvement prolétarien car elle permet de concilier la critique de l'impérialisme et le chauvinisme. Et comme elle méprise le facteur subversif que représente la "déstabilisation de l'Afrique" pour l'impérialisme européen, elle aboutit à nier complètement la responsabilité historique propre du mouvement prolétarien dans la métropole vis à vis des révoltes coloniales.

Mais en fait c'est bien pour les intérêts belges que la bourgeoisie est intervenue. Elle est le premier partenaire commercial du Zaïre et a fort à faire pour conserver cette place tant convoitée. Certes depuis 1960, avec la vague d'indépendance un tournant s'est opéré en Afrique. Le marché intérieur s'ouvre à de nouvelles puissances qui très vite concurrencent le vieil impérialisme et qui même parfois évincent les petites puissances colonisatrices telle la Belgique qui est une des premières victimes de la "déstabilisation" de l'Afrique. Néanmoins, vieil, petit ... l'impérialisme est toujours l'impérialisme et donc doit être combattu. Car effectivement l'objection qui vient immédiatement est que l'impérialisme belge est à l'échelle internationale un impérialisme secondaire, qu'il ne peut nullement emporter une décision historique et que, pris dans le formidable antagonisme qui oppose les deux mamouths impérialistes que sont les USA et l'URSS, il est condamné à tomber dans l'un des deux camps et à oeuvrer en fin de compte pour l'un ou l'autre.

Mais cette situation historique dans laquelle se trouve l'impérialisme belge, tout comme l'impérialisme français ..., n'est pas nouvelle, le marxisme l'a déjà affrontée. Par exemple lors de la première guerre mondiale, la Russie était un "sous impérialisme" sous la coupe de l'impérialisme français et anglais et jamais les bolchéviks ne gémissaient face à cette situation. Au contraire ils déclarèrent la guerre sans merci à leur propre Etat, proclamèrent le droit inconditionnel à l'auto-détermination de toutes les nations opprimées par le chauvinisme grand-russe, et en appelant de surcroît les masses opprimées par cet Etat à la révolte et à la lutte commune contre lui. C'est donc une notion archi-fausse pour tous ceux qui se réclament de près ou de loin du marxisme que celle du "sous impérialisme". En effet, le sens profond de l'attitude de la gauche marxiste, notamment en Allemagne, en Italie et en Russie, qui permit la reconstitution du mouvement communiste sur les bases complètement restaurées par les bolchéviks tient à ce que l'attitude des communistes ne découle pas de l'analyse des rapports entre les différents impérialismes. Ce qui aujourd'hui veut dire que l'analyse des rapports entre la Belgique et l'Amérique ne saurait modifier en aucune manière la nécessité du défaitisme pour le prolétariat belge dans les brigandages impérialistes d'une part, ni l'impératif qui est le sien de lutter à mort contre l'oppression perpétrée par son "propre" impérialisme. D'ailleurs tout prolétaire qui désire lutter à fond contre le pillage et le cannibalisme de l'impérialisme est à même de comprendre que le fait que l'impérialisme soit petit, secondaire à l'échelle internationale, ne diminue en rien ni sa voracité ni la barbarie de l'oppression qu'il exerce, bref la gravité de ses crimes impérialistes et donc la responsabilité du prolétariat tant vis à vis des ouvriers, des masses plébéiennes et paysannes d'Afrique, que vis à vis du prolétariat des autres pays impérialistes. Pour citer Lénine :

"L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister en tout premier lieu à prêcher et à défendre le principe de la liberté de la séparation des pays opprimés. Sinon, pas d'internationalisme. Nous avons le droit et le devoir de traiter d'impérialiste et de grincheux tout social-démocrate d'une nation oppressive qui ne fait pas cette propagande. Cette revendication doit être posée de façon absolue, sans aucune réserve, quand bien même l'éventualité de la séparation ne devrait pas se présenter et être "réalisable" avant l'avènement du socialisme que dans un cas sur mille". (Bilan d'une discussion sur le droit des nations.)

Ce que Lénine disait en 1916, nous pouvons et devons le reprendre intégralement aujourd'hui dans notre propagande pour la solidarité vis à vis des mouvements d'émancipation anti-impérialistes qui se développent sur le continent africain et qui ne peuvent que s'affronter directement ou indirectement à notre propre Etat.

Mais objectera le social-impérialiste hypocrite, ce faisant, "vous favorisez la pénétration de l'impérialisme adverse" ! Notons seulement que c'est avec le même "argument" qu'en 1914, les traites sociaux-démocrates justifiaient l'appui à leur bourgeoisie dans la boucherie impérialiste. "Que les autres fassent le premier pas", disaient-ils "et nous, alors, nous lutterons aussi contre notre impérialisme" ! La position des véritables révolutionnaires est complètement à l'opposé.

Dans chaque pays, le prolétariat doit prendre l'initiative et revendiquer l'honneur d'être le premier à lutter contre son Etat, même si dans les autres pays, ses frères de classe sont en retard.

L'argument selon lequel une lutte radicale contre l'agression de notre impérialisme en Afrique, pour prendre un exemple, favoriserait la pénétration de l'impérialisme adverse - le russe, pour parler en termes d'aujourd'hui -, ne vaut pas d'un point de vue marxiste car cela voudrait dire que le prolétariat n'a d'autre choix qu'entre deux formes de domination. Cela signifierait que l'impérialisme est éternellement vainqueur, que le prolétariat est absolument incapable d'imposer sa propre voie historique, ce qui revient à sortir carrément du ferme terrain révolutionnaire et à tomber dans le marais bourgeois.

Ce qui est le cas de "Clarté" qui écrit dans son numéro du 1er au 6.6.78 : "Mais la question principale n'est pas là. (les visées colonialistes de la Belgique-NdR). Ce qu'il faut réaliser contre les deux super-puissances, et surtout contre la plus dangereuse, le social-impérialisme soviétique et ses valets, c'est un puissant front uni mondial".... "Celle-ci (la bourgeoisie nationale de Belgique, du Zaïre et d'ailleurs NdR) pour les véritables révolutionnaires est fluctuante, un allié peu sûr. Il faut néanmoins s'allier avec elle lorsque c'est nécessaire".

Par un tel langage, Clarté non seulement couvre intégralement l'intervention criminelle de son Etat en Afrique, mais de plus invite le prolétariat belge à s'allier avec son propre bourreau exploiteur... Par là même il renie entièrement le marxisme dont il ne fait que garder le nom. Cela revient à dire et à faire croire que l'on pourrait couper l'impérialisme en morceaux et lui trouver un aspect utile à la lutte du prolétariat. L'Etat impérialiste, son armée et ses brutes mercenaires éduquées dans les massacres coloniaux pourraient présenter des côtés favorables à la lutte prolétarienne. Quelle infamie!

Imaginons que nous puissions mettre en oeuvre les indications du marxisme et que, lors d'une agression de "notre" impérialisme en Afrique, le prolétariat parvienne à paralyser l'action criminelle de l'Etat belge au point de transformer une agression, comme celle qui a eu lieu hier au Zaïre, en défaite militaire. Pour le prolétariat du camp adverse - mettons le russe - alors que "son" Etat cherche à profiter de la défaite de "notre" impérialisme pour prendre sa place, ce serait un magnifique encouragement à passer lui aussi à la lutte contre son propre Etat. Sans aucun doute, cet avantage l'emporte sur tout autre désagrément et même celui de donner, si nous n'arrivons pas à gagner, la victoire au camp impérialiste concurrent. Mais dans ce cas, il faudra bien qu'un camp impérialiste impose sa solution, et la tâche du prolétariat dans chaque Etat est de lutter pour la défaite de son propre impérialisme. Le cri de guerre des marxistes révolutionnaires était il y a soixante ans : "L'ennemi est dans notre propre pays !". Il reste le même aujourd'hui.

Mais ce n'est pas tout. Quel magnifique encouragement constituerait une lutte de sabotage de l'impérialisme dans la métropole pour les masses exploitées qui, en Afrique par exemple, luttent contre le même ennemi !

Indiscutablement, une telle attitude du prolétariat métropolitain permettrait aux masses exploitées d'Afrique d'aller plus loin dans leur lutte, ce qui est une condition pour que se dissocient les intérêts des classes mises en mouvement. Elle permettrait aussi de hâter le moment où les prolétaires d'Afrique pourront surmonter les réticences nationales envers le prolétariat d'Europe et trouver, en liaison avec lui, la force de s'organiser à part, de mettre en avant, même pour la lutte anti-impérialiste qui est à l'ordre du jour, leurs intérêts indépendants de classe, d'arracher à la démocratie petite-bourgeoise l'influence sur les masses paysannes en lutte et de faire du combat présent un terrain de préparation et un levier de la révolution communiste.

Le poids de l'impérialisme rend impossible l'émancipation nationale, objecteront encore les social-impérialistes honteux ! Pourvu qu'on ne voit pas cette question du point de vue mystifié de l'"indépendance économique" qui ne signifie rien pour le marxisme, mais du point de vue de l'indépendance politique et de la lutte politique, cela n'est pas vrai du tout, bien que cet objectif soit plus difficile à atteindre

pour les petits pays que pour les grands. Mais comme le disait encore Lénine : "L'important n'est pas de savoir si c'est un cinquantième ou un centième des petites nations qui se sera affranchi avant la révolution socialiste; ce qui importe, c'est qu'à l'époque impérialiste, et par suite de causes objectives, le prolétariat s'est divisé en deux camps internationaux dont l'un est corrompu par les miettes qui tombent de la table de la bourgeoisie des grandes puissances - en raison, notamment, de la double et triple exploitation des petites nations - tandis que l'autre ne peut s'affranchir lui-même sans affranchir les petites nations, sans éduquer les masses dans un esprit anti-chauvin, c'est à dire anti-annexionniste, c'est à dire favorable à l'"auto-détermination" (Bilan ..., ibid, p 369) (Note I)

Ainsi le défaitisme et la lutte contre l'oppression impérialiste ne découlent nullement de la nature des rapports entre impérialisme "secondaire" ou "principal", mais sont bien des principes dont le respect est indispensable pour réaliser l'union internationale des prolétaires et la soudure du mouvement d'émancipation des masses plébiennes et paysannes exploitées et opprimées par l'impérialisme.

Il est certain que l'Afrique pour mille raisons d'ordre stratégique international, du fait de l'énorme réservoir de matières premières qu'elle constitue, de sa situation sur la route du pétrole, de sa situation stratégique, de ses liens avec l'Europe, est le terrain privilégié de la préparation du prochain conflit impérialiste. De façon significative, l'agression actuelle de l'Afrique va de pair, et dans tous les pays concernés, avec une autre agression, l'offensive patronale et gouvernementale menée partout au nom du patriotisme commercial sur fond de guerre économique internationale. Une agression elle-même doublée et couverte d'une montagne de simagrées et de paroles mielleuses sur la "concertation sociale", prétexte donné aux "représentants officiels" de la classe ouvrière pour paralyser toute réaction et toute défense aux coups portés par l'ennemi. Cela tient au fait que la crise capitaliste mondiale exacerbe toutes les tendances de la société bourgeoise sénile et impérialiste qui se résument toutes à ceci : l'agression permanente.

Dans cet épisode les partis de gauche ont une fois de plus révélé au grand jour leur nature profondément bourgeoise, chauvine et impérialiste, leur soumission totale aux intérêts et objectifs de l'Etat impérialiste bien qu'avec des nuances entre eux naturellement.

Le P. S. évidemment empêtré jusqu'au cou, a ordonné l'intervention des troupes, vu qu'il était au gouvernement. Il a bien sûr participé à la propagande officielle qu'il a orchestrée lui-même, avec toutes ses implications, acceptant toutes les justifications humanitaires, etc (Note II)

Quant au P. C. B. il n'a fait que critiquer le gouvernement parce qu'il donnait une mauvaise image de la Belgique à l'échelle internationale (voir Drapeau Rouge du 20.5.78) Ensuite au nom de la "non ingérence directe dans les affaires intérieures" d'un autre Etat (indirectement, il n'y a peut être pas ingérence_NdR !), il s'est indigné de l'"intervention inacceptable" qu'il a accepté quand même ... Mais en fait que signifie la "non intervention", l'"indépendance" et l'"égalité des nations" entre la Belgique et le Zaïre, entre un pays impérialiste et un pays dominé et exploité par les trusts sous couvert de coopération technique? L'idée d'un capitalisme propre, sans ses conséquences facheuses, désagréables, sans l'oppression impérialiste n'est pas seulement un rêve pieux et réactionnaire, c'est aussi un mensonge destiné à couvrir une autre politique impérialiste (la leur) au service du même Etat.

En ce qui concerne l'"extrême gauche" :

- Nous avons vu Clarté, une véritable infamie.

- Quant à la LRT, elle a su entonner un petit refrain internationaliste dans un article du 6.7.78 de la "Gauche". Mais tous ces beaux principes ont très vite été remis au tiroir pour laisser place à des mots d'ordre nettement moins "offensifs" et donc pouvant être repris par bon nombre d'organisation au sein d'un cartel (Note 3) . Et pour la LRT cela est beaucoup plus important que n'importe quel principe marxiste. C'est ainsi qu'elle a préféré lancer le cri de "Pas un homme, pas une arme pour Mobutu, Mobutu dehors !" emboitant ainsi le pas aux démocrates de tous poils. Ce mot d'ordre avait surtout l'intérêt à ses yeux, quoique délaissant le point de vue prolétarien, de permettre aux partis de gauche, aux directions syndicales, aux chrétiens démocrates et "forces anti-impérialistes et progressistes de Belgique" (pour les citer) de se joindre au mouvement (de reprobation bien sûr, ce qui n'est pas difficile même pour les réformistes, opportunistes et contre-révolutionnaires.).

- En ce qui concerne "Pour", de par ces nombreux historiques sur l'agression de 64, de 78, description du régime pourri et honni de Mobutu, il ne se distingue pas vraiment. Notons en passant dans un article du 22.6.78 sur le dernier plan Simonet, qu'il parle d'une "recolonisation du Zaïre", la Belgique ne serait-elle pas un pays impérialiste au même titre que la France ? Les capitalistes belges auraient-ils un jour quitté ce pays ???

En fait l'extrême gauche ne se distingue pas dans son "anti-impérialisme" de la gauche militariste et impérialiste - qui peut elle aussi demander le retrait des troupes du Zaïre sans faire le moindre mal à l'impérialisme - puisqu'elle se refuse à faire le moindre travail réel pour éveiller l'instinct de lutte du prolétariat encore tragiquement endormi par l'opium du social-chauvinisme et du social-impérialisme, ce qui l'obligerait à se heurter à l'opportuniste.

X
X X

Note 1 : Voilà pour clouer le bec au professeur de marxisme qu'est le CCI qui au lieu d'ironiser sur notre position sur "la défaite de son propre gouvernement" (cf l'article sur Internationalisme de Septembre : "Sur le défaitisme révolutionnaire") ferait bien de relire Lénine - sans le rendre "dynamique" comme il le dit si bien car c'est ainsi qu'il le défigure complètement -. Il verrait que cette position est bien celle du marxisme et comme nous le disons, contribue à la lutte révolutionnaire qu'elle est loin de monter les "sections d'un même parti les unes contre les autres - élucubration intellectuelle du CCI peut-être mais surtout gratuite -. En poussant sa lecture dans le même sens, il verrait que le marxisme a toujours fait la distinction entre les guerres de libération nationale et les guerres impérialistes

Note 2 : A ce propos la "Gauche" du 13.7.78 ne trouve rien de mieux que de critiquer cela comme étant une "violation de la démocratie" dont Simonet se gargarise. (!) Et dans son Edito du 25.5.78 de s'écrier : "Des ministres socialistes et démo-chrétiens (surtout NdR) n'ont rien à faire dans une aussi sinistre équipe (gouvernementale NdR). Ils doivent démissionner immédiatement". Et si, pourtant, messieurs les trotskystes, ils ont à faire dans le gouvernement : défendre les intérêts de la bourgeoisie belge, telle est la tâche des candidats à la direction de l'Etat capitaliste

Note 3 : La LRT a même été jusqu'à renoncer à faire une réunion publique au moment même des événements pour les dénoncer sous prétexte que le CNAFD s'est désisté. L'explication donnée par cet agglomérat social-chrétien, démocrate, pacifiste et stalinien qu'est le CNAFD, est paralysé par une crise interne due à la gêne du PC "devant la mise en accusation des visées hégémoniques et impérialistes de l'URSS". Comme quoi en subordonnant son activité à de tel cartel, on finit par avoir les mains liées vis à vis de l'opportuniste.

Presse du Parti

EL PROLETARIO

(Bulletin pour l'Amérique latine)
N° 1 - octobre 78

- Un instrumento para la organización de la vanguardia del proletariado
- Dictadura del proletariado o dictadura de la burguesía
- Nicaragua
- Revueltas en Iran
- Un abismo de clase está cavándose en la resistencia palestina
- Magnífico auge de las luchas en América Latina
- Estados Unidos: La huelga de los mineros del carbón
- Argentina: PCA, edecán de la Junta Militar; LCR, por la «normalización sindical».
- A los cinco años del «pinochetazo»: ¡Romper con la democracia!

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 27-28
(juin-novembre 1978) de

EL PROGRAMA COMUNISTA

- La evolución de las relaciones interimperialistas desde la última guerra.
- Cuestión femenina y lucha de clase.
- Las proezas del marxismo universitario : a propósito de las obras de Baran y Sweezy.
- El «pensamiento de Mao»: expresión de la revolución democrático-burguesa en China y de la contrarrevolución anti-proletaria mundial (!).
- Acerca de la revolución en América Latina.
- El programa del Partido.

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

NR. 19 — AOUT 1978

- Die «Steigerung der Massenkauflkraft» oder das Wunderwässerchen der reformistischen Scharlatane
- Die Entwicklung der imperialistischen Gegensätze seit dem 2. Weltkrieg
- Die Nachkriegsperspektiven im Lichte der Parteiplattform (1946)
- Weltfrieden oder wachsende imperialistische Gegensätze? (1973)
- Rückblick und weitere Entwicklung
- Lenins Schrift
«Der «Linke Radikalismus», die Kinderkrankheit im Kommunismus»: die Verurteilung der künftigen Renegaten
- Zum prager Frühling 1968: der Stalinismus mit menschlichem Antlitz (über ein Buch von Jiri Pelikan)
- Trotzistische Perlen im Rosenkranz der bürgerlichen Moral und des parlamentarischen Kretinismus.

PRAGUE

68

Dix ans après

A L'EST COMME A L'OUEST, LA REVOLUTION COMMUNISTE EST NECESSAIRE !

PROLETAIRES, CAMARADES,

En Août 68, l'Etat russe envahissait la Tchécoslovaquie au grand dam des démocrates bourgeois occidentaux et mettait ainsi une fin brutale à la tentative d' "indépendance" de cet Etat. Dix ans après, la confusion dans l'analyse de cet événement, significatif de la nature des Etats du bloc de l'Est, règne toujours en maître. Il est donc nécessaire de rappeler la signification réelle de cette intervention militaire et de démasquer toutes les inepties politiques proférées à cette occasion et ranimées aujourd'hui par les démocrates bourgeois et petits-bourgeois de toute étiquette.

Contrairement à toutes les prétentions théoriques de Staline (recrachées en chœur par les PC occidentaux), l'URSS n'a jamais atteint le stade de la production socialiste - production pour la satisfaction des besoins les plus larges de l'humanité et non pour l'accroissement du Capital par la production de plus-value, production qui sous-entend donc l'abolition du salariat et l'abolition du marché par la répartition contrôlée des biens produits - mais en est restée au stade où la révolution d'Octobre ne pouvait que la mener sans la révolution en Europe, c'est à dire au stade d'un capitalisme d'Etat qui ne se différencie en rien dans ses lois fondamentales (production de marchandises et salariat) du capitalisme occidental. Les buts immédiats de la révolution d'Octobre étaient non pas de créer le socialisme mais les bases indispensables à son développement futur.

La trahison de Staline fut de coller à ce provisoire mais indispensable capitalisme d'Etat l'étiquette de "Socialisme" et par conséquent de rendre compatibles la production de marchandises et le salariat avec le socialisme. Sur de telles bases il n'y avait plus qu'un pas à franchir vers la théorie du "Socialisme dans un seul pays". Entraînée sur un tel terrain la défense du socialisme ne signifiait plus que la défense des intérêts capitalistes nationaux de l'Etat russe. Cette

défense des intérêts économiques du puissant Etat russe (du moins militairement) passa, comme pour toute puissance capitaliste importante, par la recherche et la conquête de marchés extérieurs stables et garantis comme chasse gardée.

Telle fut la signification du partage de la Pologne lors du Pacte Germano-soviétique en 38, du partage de l'Europe en 44 à Yalta où l'impérialisme russe s'octroyait la partie Est, et telle fut la signification de la création du COMECON et du Pacte de Varsovie qui renforçaient l'emprise économique-militaire de l'URSS dans cette zone. Comme pour tous les Etats de cette région, le développement économique de la Tchécoslovaquie fut donc soumis au contrôle direct de l'Etat russe et subordonné à ses intérêts de grande nation capitaliste.

La tutelle sociale-impérialiste de l'URSS se révéla par l'impossibilité pour la Tchécoslovaquie de résoudre la crise qui dès 62 secouait l'économie nationale. C'est de cette situation de crise que surgirent les théoriciens - dont Dubcek devint le chef de file politique - d'un "développement autonome" de la Tchécoslovaquie et de la libération de l'économie par la mise en concurrence des entreprises. La rébellion tchécoslovaque ne représentait donc que la volonté du Capital national de se libérer de la tutelle russe. L'intervention militaire russe fut donc la seule possibilité pour le social-impérialisme de maintenir cette chasse gardée pour l'écoulement de ses marchandises et le pillage du potentiel industriel de la Tchécoslovaquie. Elle ne fut pas une nécessité pour enrayer une soi-disante contre-révolution mais simplement le moyen de mettre fin à ce mouvement centrifuge.

Pour l'impérialisme occidental le "rêve de liberté de Prague" correspondait parfaitement à ses rêves - bien réels ceux-là - de trouver de nouveaux débouchés à ses marchandises et ses capitaux. Il est en effet une loi bien établie dans l'histoire du capitalisme : l'impérialisme d'un bloc a toujours soutenu les menées centrifuges d'une nation d'un

autre bloc - au nom des libertés - pour mieux récupérer dans son aire d'influence cette nation et en conséquence affaiblir l'impérialisme concurrent. Notons en passant que la Chine est passée maître dans ce jeu là.

PROLÉTAIRES, CAMARADES,

Ceux qui aujourd'hui se rangent du côté des démocrates sont ceux qui objectivement soutiennent l'ouverture de la Tchécoslovaquie à l'impérialisme occidental et prennent ainsi fait et cause pour l'impérialisme de leur bourgeoisie contre l'impérialisme russe. Ceux qui partent en bataille contre le centralisme bureaucratique de l'Etat russe en lui opposant la démocratie sont les mêmes que ceux qui hier appelaient les prolétaires à défendre la démocratie contre le totalitarisme fasciste en 39 ou contre l'héritage de Bismarck en 14. Ce sont les alliés objectifs de la bourgeoisie pour saboter toute solution prolétarienne à la crise, en liant la classe ouvrière aux intérêts nationaux de l'Etat qui les exploite.

Que ce soit dans l'occident démocratique ou dans la Tchécoslovaquie et l'URSS stalinienne, le prolétariat se fait exploiter de la même manière par le Capital. Il n'a donc jamais à prendre fait et cause pour un Etat bourgeois même si celui-ci subit la contrainte économique et militaire d'un plus puissant que lui (telle fut la règle des communistes, guidés par Lénine, en 1915 après la trahison des social-chauvins de la deuxième Internationale qui votèrent les crédits de guerre dans tous les pays belligérants). Il n'a que le devoir de lutter contre son propre Etat dans la solidarité la plus totale avec le prolétariat de la nation dominante. Quant aux prolétaires de la nation dominante, ils n'ont que le devoir de lutter contre leur propre Etat pour l'empêcher de défendre ses intérêts par l'oppression des nations faibles.

PROLÉTAIRES, CAMARADES,

Une telle attitude internationaliste a pour prémisse la renaissance des luttes prolétariennes. Au travers de ces luttes, le prolétariat, en défendant ses intérêts propres, se réappropriera ses armes de classe pour s'opposer à l'exploitation capitaliste et à l'Etat qui en garantit les conditions. Aujourd'hui le prolétariat du bloc de l'Est commence à renouer avec la tradition des luttes immédiates (en Pologne notamment) et à s'affronter de plus en plus avec son Etat. Par ses luttes il démontre de manière irréfutable l'existence du capitalisme et du salariat dans les démocraties populaires ainsi que l'antagonisme irréductible entre les intérêts du Capital et du Travail.

Demain l'exigence d'une lutte internationaliste nécessitera la direction du Parti de Classe mondial, seul défenseur du programme communiste invariant, dont l'implantation et la naissance dans les pays de l'Est ne pourra se faire, comme en Occident, que sur la base d'un clair bilan de la période de contre-révolution stalinienne.

- A BAS L' ETAT BOURGEOIS QU'IL SOIT DE L'EST OU DE L'OUEST !
- A BAS LA DEMOCRATIE ET SES PROPAGANDISTES, VERITABLES OBSTACLES A LA REVOLUTION !
- A BAS LE SOCIAL-CHAUVINISME QUI REVENDIQUE POUR LES ETATS BOURGEOIS L'INDEPENDANCE NATIONALE !
- VIVE L'UNITE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT !
- VIVE LE SOCIALISME, SOCIETE SANS SANS CLASSE DONC SANS SALARIAT, SANS NATION ET ECONOMIE NATIONALE !

-----ooo000ooo-----

Brochures "LE PROLÉTAIRE"

- 1 - Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens ... (2 F)
- 2 - Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'unique forme ... (2 F)
- 3 - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (3 F)
- 4 - Pour l'unité des exploités du Maghreb ! (épuisé)
- 5 - Question féminine et lutte de classe (3 F)
- 6 - Qu'est-ce que le socialisme ?
(Socialisme scientifique contre « Socialisme national » algérien) (4 F)
- 7 - La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan) (4 F)
- 8 - Violence, terrorisme et lutte de classe (4 F)
- 9 - Elections et gouvernement de gauche, mystification bourgeoise (4 F)
- 10 - Postiers en lutte (Crétell, janvier 78) (5 F)

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

Les luttes dans les P.M.E. :

**L'union des ouvriers
contre les capitalistes
est un principe !**

Les dernières années ont vu se développer dans les petites entreprises un ensemble d'actions dont la spécificité est liée d'une part aux menaces de fermeture, et, d'autre part, aux dimensions réduites de ces entreprises.

Occupation de l'usine, production autonome ou contrôle de celle-ci, manifestations et cortèges, organisation de fête constituent quelques unes des principales activités des ouvriers en lutte.

Ainsi à Chaudfontaine, lorsqu'ils apprennent le 28 Septembre 1977, l'intention manifestée par la direction de fermer la capsulerie, les travailleurs l'occupent pour "prouver que l'usine est rentable et ... arracher le redémarrage", selon "Pour", l'hebdomadaire.

A la fonderie Mange, la lutte se prolonge également pendant des mois au cours desquels les travailleurs, outre l'occupation de l'usine, détournent un autobus, séquestrent un patron, - toujours selon "Pour" - continuent la production avec l'intention de montrer la rentabilité de l'usine. (cette entreprise fabrique des aérosols et des tubes souples.).

Une autre entreprise, à Jupille cette fois, les ateliers Sanecap sont occupés depuis près de 9 mois par le personnel ouvrier qui organisa trois jours de fête pour attirer l'attention de la région après que 26 ouvriers sur 35 aient reçu leur préavis, alors qu'une partie d'entre eux était déjà au chômage. Le patron, en effet, a décidé de transférer la production en France et de conserver les installations de la région liégeoise pour usage d'entrepôt.

Il n'entre pas dans nos intentions de décrire dans le détail les multiples péripéties du combat opiniâtre mené dans ces usines ni de citer toutes les entreprises au sein desquelles les prolétaires ont eu et ont encore l'occasion de montrer leur combattivité et leur courage, semblable description n'entrant pas dans le cadre du présent article.

Il nous appartient néanmoins de comprendre les conditions de ces luttes, d'en dégager le sens, d'en examiner les aspects positifs et les points négatifs. Nous ne pouvons que déplorer l'isolement dans lequel se sont trouvés la plupart du temps les ouvriers de ces entreprises, sans nul doute ont-ils reçu des appuis, mais lesquels ?

LES SYNDICATS ET LA LUTTE DES PETITES ENTREPRISES.

Il faut noter en premier lieu l'absence habituelle du terrain de la lutte de la FGTB qui, étant de loin la plus puissante des organisations syndicales, en Wallonie du moins, sabote de façon systématique les actions qui se déroulent dans ces petites entreprises, donc en dehors du cadre traditionnel de ses activités. Refusant d'apporter son soutien effectif aux luttes en cours, c'est principalement par son inertie que ce syndicat pratique le sabotage d'autant plus patent que très souvent la plupart des ouvriers sont affiliés à cette organisation, même si celle-ci n'est pas solidement implantée sur les lieux. (Cette absence de solidité dans l'implantation confirme le fait, et le prétexte des difficultés dûes aux dimensions restreintes de l'atelier, est niée dans la pratique par la combattivité des prolétaires en lutte). La FGTB n'hésite pas, lorsque cela s'avère nécessaire, à saboter ouvertement les luttes. C'est le cas chez Mangé, où la CSC avait joué un rôle actif dans le soutien, après des mois d'occupation et d'action, tablant sur le découragement, la FGTB réussit à supplanter sa consœur chrétienne et poussa alors à l'abandon, réduisant de la sorte à néant l'élan des plus combattifs. Aux laminoirs de Jemappes, près de Mons, les ouvriers réclament la réintégration sans condition de l'un des leurs, licencié à la suite de ses activités syndicales et se mettent en grève à partir du 14 Août pour appuyer leur exigence. Après trois semaines de lutte, au cours d'une assemblée, au scrutin secret, le personnel décide la reprise par 247 voix contre 197 et ce à l'invitation des benzenes syndicaux. On voit une fois de plus l'effet du scrutin secret qui isole les ouvriers. Tout ceci pour envoyer l'affaire ensuite devant les tribunaux. Ces messieurs ne connaîtraient-ils pas encore les bienfaits de la justice bourgeoise pour l'un de ses frères de classe, en danger, de surcroît. Mais la trahison est encore plus flagrante chez "Salik", atelier de confection de Jean's de moyenne importance (sur 900 ouvrières en 1963, il n'en reste plus que 330, la plupart affiliées à la FGTB). Il suffit pour s'en convaincre de lire un article dans son organe "Syndicats" du 23.9.78 :

"A quoi va servir l'occupation ?" "Des annonces sensationnelles au sujet d'occupation d'entreprises, des conflits .. etc, ont la priorité sur les tentatives concrètes (la lutte en est surtout exclue - NDR) d'assurer l'emploi dans la région". Voilà le grand principe : mener une "politique de défense de l'emploi région par région" et naturellement en excluant la lutte, tout doit se faire autour du tapis vert des tractations et négociations ... respecter, maintenir l'ordre.

Il est sûr que dans ces conditions, la FGTB cède le terrain à la CSC, qui grâce à ses origines chrétiennes (mieux tolérée donc par le patron paternaliste de la petite entreprise) mais aussi grâce à ses apparences plus combattives et aux perspectives qu'elle préconise (telle l'auto-gestion ...) est plus à même de diriger et de canaliser la colère des travailleurs des petites entreprises.

Entre les deux grandes centrales syndicales, la division du travail existe. L'important étant qu'elles travaillent toutes les deux dans le même sens.

La FGTB s'occupe essentiellement des gros bataillons ouvriers, dans les grandes entreprises, avec l'arsenal bien connu des négociations, grèves symboliques ...

La CSC, plus faible, surtout dans la région wallonne s'occupe du vide laissé par la FGTB. Elle contrôle ainsi des secteurs souvent plus remuants car plus menacés comme les petites entreprises.

Dans les deux cas le but est le même : canaliser la combattivité des travailleurs dans des démarches envers des organismes publics, l'Etat, d'éventuels racheteurs de l'entreprise, respecter les intérêts de cette dernière et de l'économie nationale.

Enchaîner les travailleurs à l'entreprise, le prolétariat à la nation, le travail au capital, voilà le rôle de l'opportunisme syndical.

Et pour s'en convaincre, il suffit de revenir sur le mot d'ordre de "défense de l'emploi région par région" proné par la FGTB. Pour l'opportunisme qui ne fait de la crise qu'une conséquence de la "mauvaise gestion" des patrons (I) et non pas des lois immuables et impersonnelles du capitalisme, il paraît évidemment possible en toutes circonstances de sauver l'emploi. Mais pour les communistes véritables, tout comme Marx l'avait lui-même souligné, c'est la concurrence que se livrent les capitalistes, non pas dans les seules limites régionales ou même nationales, mais à l'échelle planétaire, qui impose les faillites, les fermetures d'usines, les crises, les restructurations et jette des millions de prolétaires à la rue, devenus désormais inutiles dans les entreprises qu'elles soient petites, moyennes ou géantes...

"Dans les crises éclate une épidémie sociale ... l'épidémie de la surproduction... Parce que la société a trop de civilisation, de moyens d'existence, d'industries, de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne servent plus à l'avancement de la société bourgeoise .. elles sont devenues, au contraire, trop puissantes pour les institutions bourgeoises qui ne font plus que les entraver; et dès qu'elles surmontent ces entraves, elles précipitent dans le désordre toute la société bourgeoise et mettent en péril l'existence de la propriété bourgeoise. Les institutions bourgeoises sont devenues trop étroites pour contenir la richesse qu'elles ont créée.

Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ses crises ? D'une part, en imposant la destruction d'une masse de forces productives, d'autre part, en s'emparant de marchés nouveaux et en exploitant mieux les anciens. Qu'est ce à dire ? Elle prépare des crises plus générales et plus profondes, tout en réduisant les moyens de les prévenir."

Les chiffres confirment d'ailleurs la vision matérialiste citée ci-dessus (2).

Pour les communistes donc la garantie de l'emploi dans le système capitaliste n'est qu'une illusion. C'est ainsi que la politique, présentée de façon aussi absolue de "défense de l'emploi région par région" (aux coups par coups et en négociation perpétuelle avec l'Etat) présente un très grave danger :

- elle entraîne les travailleurs dans des impasses démoralisantes (des mois de lutte sans succès, menée de façon isolée de tous ..)
- et surtout, elle est une arme de division entre les travailleurs - d'une région et d'une autre, - ceux qui ont occupé l'entreprise et les autres, - les actifs et les sans emploi, - les nationaux et les immigrés

La revendication du maintien de l'emploi sur place doit donc être menée avec beaucoup de précaution : il faut en fixer les limites en considérant les conditions réelles de la lutte et les exigences de l'unification des travailleurs.

X

X X

Les intérêts des travailleurs, même les plus immédiats, nécessitent donc des méthodes qui sont à l'opposé de celles préconisées par l'opportunisme, les méthodes de la lutte de classe qui au lieu de la conciliation et de la collaboration vont dans le sens de la lutte et de l'affrontement de classe. D'ailleurs les travailleurs en lutte en retrouvent spontanément quelques unes (occupation, prise de "trésor de guerre", création d'un comité de lutte, assemblées générales ...). La tâche des révolution-

naires est double : faire connaître et préconiser les méthodes adaptées aux exigences des luttes revendicatives même les plus modestes d'une part et combattre sans relâche contre l'opportunisme syndical et politique d'autre part afin de renforcer la lutte et de préparer dès à présent le prolétariat à bien discerner ses ennemis rassemblés dans ce front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. C'est pourquoi nous essayons à l'appui d'exemples de donner quelques orientations.

Il est clair que dans des cas comme à la Sanecap où les ouvriers ont eu recours à l'occupation dans le but d'empêcher le patron de sortir les stocks (il voulait continuer la production ailleurs ou aux Ets Frerard à Ans où 13 ouvriers et appointés occupent l'atelier alors que le patron refuse de donner suite aux revendications salariales et d'améliorer les conditions de travail et menace de fermer l'entreprise pour vendre ailleurs ses ferrailles; la lutte contre les licenciements se place dans un contexte où l'arme fondamentale des ouvriers, LA GREVE, peut déployer le maximum de ses effets dans le rapport de force entre prolétaires et patrons. En effet, la grève peut, par le blocage de toute l'activité productrice, agir directement en s'attaquant aux profits capitalistes et donc exercer une pression décisive sur les patrons pour les faire céder. (Notons que pour les très petites entreprises la solidarité des autres travailleurs est indispensable).

Mais dans les entreprises en faillite, non rentables, si la grève et l'occupation restent les armes fondamentales, elles ne peuvent, du fait même de la fermeture de l'entreprise, exercer tout leur impact sur le Capital.

L'objectif même de la lutte s'en trouvera modifié. Si dans le premier cas la revendication de "NON AUX LICENCIEMENTS !" doit être l'axe de la lutte, dans le second cas elle n'a qu'une valeur de principe et doit de fait laisser la priorité à d'autres revendications tendant à faire payer au plus cher les licenciements et LIER LA LUTTE DES OUVRIERS ACTIFS AVEC CELLE DES CHOMEURS. Dans un article paru dans le Prolétaire 195 "Pour des méthodes et des revendications de classe" nous disions à propos de cette revendication que "Un tel mot d'ordre a valeur de principe en tant qu'il est une indication générale de lutte et un appel à la solidarité de classe. Mais il serait dénaturé si on le transformait en objectif pratique à atteindre dans n'importe quelle situation et par n'importe quel moyen. C'est pourquoi la lutte contre les licenciements doit être liée à une dénonciation de l'objectif illusoire de la "garantie de l'emploi" en régime capitaliste. Que la pression ouvrière réussisse ou non à empêcher les licenciements, elle doit se prolonger par une solidarité active et organisée des non-chômeurs envers les chômeurs en chaque épisode et manifestation de la lutte de classe."

Donc si dans un élan magnifique des ouvriers décident d'amortir les effets du chômage en se payant sur le capital par la vente de marchandises, en se constituant des trésors de guerre ... nous ne pouvons que les saluer. Sans pour cela ériger ces actions en principe ou en y voyant des pas en avant vers le contrôle ouvrier de la production en l'absence d'une situation générale pré-révolutionnaire ou révolutionnaire menant à la conquête du pouvoir, et moins encore d'une expérience d'"auto-gestion" conduisant ... au socialisme d'entreprise suivant les divers radotages de la "gauche" (3). Le sens d'un tel mouvement est et ne peut être que de SE DEFENDRE CONTRE LE CAPITAL, indépendamment de toute théorisation, car il n'y a pas de voie pour résoudre de façon générale et définitive un problème que seule la destruction du capitalisme peut éliminer : celui de l'insécurité et du chômage. Cet objectif peut sembler modeste aux révolutionnaires de la phrase mais il est tout aussi "modeste" que la nécessaire lutte de résistance prolétarienne, que l'"école de guerre du communisme", où les prolétaires, parce que précisément il n'existe pas de recette miraculeuse permettant d'éviter les effets de l'exploitation capitalistes, t r o u v e r o n t un terrain de préparation à la GUERRE révolutionnaire.

En faisant dépendre la satisfaction des revendications non d'un réel rapport de force entre les classes, mais de la possibilité de sauver l'entreprise (quel que soit sa forme juridique) l'opportunisme et même les pseudo-révolutionnaires font dévier la lutte des ouvriers du terrain de classe. On assiste alors systématiquement à un pourrissement graduel des luttes, qui ne peuvent résister avec des bases si friables à l'érosion du temps et au découragement qu'entraîne une telle orientation. Les ouvriers tentent bien quelquefois de coordonner les luttes mais il n'en ont pas la force, et surtout ils ne sont pas aidés par les syndicats dont les directions voient d'un mauvais oeil une coordination horizontale qui court-circuiterait leur organisation verticale par branche d'industrie. Tant que la solidarité ne dépasse pas le soutien verbal et les ventes sur les marchés ou devant les usines nos opportunistes n'y trouvent rien à redire. Mais imaginer une confluence de tous ces mouvements, imaginer l'impact de cette coordination sur l'ensemble de la classe ouvrière a de quoi effrayer les plus téméraires des bonzes syndicaux.

De toutes les expériences citées et de bien d'autres, les travailleurs doivent tirer les enseignements :

- rien ne doit être espéré des sacrifices consentis pour sauver une entreprise

- il ne faut pas attendre la fermeture d'une entreprise pour riposter par la grève. Il y a des signes annonciateurs caractéristiques aux fermetures et ils ne doivent pas laisser les ouvriers dans l'expectative. La riposte doit être immédiate :

DES SOLUTIONS POUR LA Sidérurgie ?

La crise économique s'abat sur la sidérurgie, un secteur qui coûte très cher aux capitalistes, à l'Etat et aux prolétaires. Les attaques contre ces derniers ont eu leur première répétition générale avec Athus. La bourgeoisie peut passer maintenant à son plan d'ensemble.

Le rapport Mc Kinsey, fait par un bureau américain d'études, examine le cas précis de la Belgique et cite les mesures qui s'imposent pour "sauver la sidérurgie belge". Mais comme nous allons le voir, ce sont en fait des mesures vieilles comme le monde et, employées à l'échelle internationale, et qui ne peuvent en fait prendre leur vrai sens qu'accompagnées d'une plus grande exploitation du prolétariat, seule solution efficace pour l'économie capitaliste.

La grande dépendance de la sidérurgie belge vis-à-vis de l'étranger (elle importe 86% des sources d'énergie utile à la sidérurgie et exporte 80% de sa production) va l'obliger à revoir entièrement la nature de sa production, pour ne pas perdre ses marchés.

D'après Mc Kinsey, la sidérurgie doit s'orienter vers la production de produits plus élaborés avec la création d'industries transformatrices trop rares encore, de secteurs nouveaux tels que des fabrications métalliques, à marge bénéficiaire plus haute, susceptibles d'intéresser les pays nouvellement producteurs d'acier qui ne fabriquent encore que des produits de base. Pour ceci une restructuration complète est nécessaire; il faut favoriser les fusions de sociétés, le regroupement des usines pour éviter les doubles emplois et lutter contre la baisse du taux d'utilisation de la capacité de production. Ceci entraînera la fermeture des installations "douteuses", comme l'indique le rapport, qui ne permettent plus de produire à des prix concurrentiels. Parallèlement, des investissements seront faits dans des secteurs nouveaux.

Toutes ces mesures ne peuvent s'accompagner que de licenciements massifs (Mc Kinsey prévoit 8000 emplois en moins d'ici 1985. Le ministre des affaires économiques parle de 25000 emplois...!) Pour les prolétaires qui

gardent leur emploi, cela signifie une exploitation encore plus accrue, la nécessité d'un taux de productivité plus élevé.

La bourgeoisie cherche par tous les moyens à faire avaler la pilule. C'est ainsi que Cockerill "est convaincu que son redressement économique est largement conditionné par l'établissement de relations sociales plus constructives. Il faut pour cela que, du côté des travailleurs, les devoirs soient aussi clairement perçus que les droits".

Quant aux directions syndicales, qu'ont-elles fait pour lutter contre les licenciements, la baisse du salaire réel et l'augmentation de la charge de travail? Leur cheval de bataille fut la lutte pour les 36 heures. Mais, si la revendication des 36 heures est nécessaire pour les travailleurs, elle est indissociable du refus de l'augmentation de la productivité. (1)

Si quelques réductions de travail ont été obtenues (avec une application étalée dans le temps, et des réductions prises souvent en jours de congés supplémentaires), l'augmentation de la productivité et la paix sociale ont été obtenues par la bourgeoisie. En effet, "en contrepartie de la réduction du temps de travail, les organisations syndicales s'engagent à collaborer activement à l'accroissement de la productivité". (Libre Belgique du 28/6/78) Une fois de plus, les bonzes syndicaux ont trahi la classe ouvrière. Mais il doit être bien clair qu'il ne peut en être autrement. Les directions syndicales telles qu'elles sont aujourd'hui ne peuvent que trahir. Tel est leur rôle. Et ceux qui, comme les trotskystes, aujourd'hui rugissent contre les bonzes, parce qu'ils n'ont rien obtenu dans les négociations, participent à cette illusion que la politique conventionnelle peut imposer autre chose que ce que le patronat est prêt à accorder. Voici ce qu'écrit la LRT dans La Gauche du 18 mai 78 : "Cette conférence (conférence de la sidérurgie du 10 mai) est aussi une occasion en or pour le mouvement syndical pour frapper un grand coup qui impressionnerait l'opinion publique". Et aussi : "Nous craignons pour notre part que pour la énième fois, les organisations syndicales ne se laissent piéger par la collaboration de classes... (La Gauche du 6/4/78).

(1) Citons à ce propos la position du CCI qui, parce que la réduction du temps de travail est dans la plupart des cas accompagnée d'une augmentation de la productivité, nie le bien-fondé de cette revendication. Le CCI pourrait-il nous en citer une seule (l'augmentation des salaires par exemple) que le patronat ne tentera pas de compenser par des mesures aggravant certaines conditions de

vie des travailleurs comme si le patronat d'ailleurs attendait les revendications pour le faire!! A moins que le CCI ne soit contre toute revendication économique c'est-à-dire contre toute lutte économique. Dans ce cas, il faut croire qu'il attend que la lutte politique arrive un jour grâce à l'opération du Saint-Esprit. La révolution ou rien!!

Ainsi pour les trotskystes, si le mouvement syndical ne réagit pas aux attaques contre les travailleurs, c'est parce qu'il ne lui manque que les occasions. Et qu'une conférence nationale en est une! Et ces messieurs en sont à "craindre" seulement que les organisations syndicales ne se "laissent piéger" par la collaboration de classes. Que leur faut-il de plus que l'expérience de ces 60 dernières années pour qu'ils en soient sûrs. Et ne doit-on pas parler de trahison plutôt que d'un "piège" auquel se laisseraient prendre les organisations syndicales par... manque d'expérience??!!

Ceux qui, comme les trotskystes, entendent réactiver la lutte syndicale en suggérant "aux travailleurs de contraindre les directions syndicales à mettre en pratique les déclarations combatives dont ceux-ci les abreuvent" (La Gauche 6/4/78) en proposant des listes de revendications auxquelles tout le monde est prêt à adhérer, ne font pas avancer la lutte d'un pouce et ont même l'effet contraire. La question de la constitution d'un courant syndical de classe n'est pas une simple question de revendications, elle est surtout et avant tout celle de la réappropriation des armes de classe.

Il est inutile de revendiquer les 36 heures autour d'un tapis vert. Quand on entend faire pression sur les négociateurs, ou lorsqu'on espère "en la nouvelle tendance de gauche du PSB" pour renverser la vapeur et proposer l'alternative, on s'affiche non seulement comme un défenseur du principe des négociations mais également comme la future relève bureaucratique, de gauche bien entendu, lorsque les bureaucrates d'aujourd'hui, dépassés par les mouvements spontanés des prolétaires en lutte, devront céder leur place.

Non seulement les trotskystes ne se contentent pas d'espérer en une alternative de gauche, mais ils s'occupent également, en attendant..., en bons économistes, de proposer des mesures de restructuration souhaitables pour la sidérurgie et portent en outre une critique plutôt positive sur le travail du GEM (groupement d'économistes... marxistes) : SOS Sidérurgie. Pour le GEM, il s'agit de mettre en oeuvre les moyens de sauver la sidérurgie... belge - cela s'entend. Rien d'impossible à les en croire puisque "Pour qui veut bien aller au fond des choses, ces analyses mettent particulièrement en évidence les responsabilités essentielles de ceux qui, durant ces 20 dernières années, ont eu en mains la gestion de nos forges (SOS p.57). Splendide analyse marxiste!! La crise et la situation de la sidérurgie sont dues en grande partie à une mauvaise gestion ou à des profiteurs! Changeons tout cela et tout ira bien! Les contradictions internes et inhérentes au capitalisme ont disparu! Il suffit de supprimer le mauvais et de garder le bon! Le GEM ne tarit pas en lamentations contre le pouvoir des banques et des monopoles.

Voyons ce qu'en pensait Lénine dans (L'Impérialisme, Stade suprême du capitalisme) : "... Plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide et plus est forte la concentration de la production et du capital laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés - issus précisément de la libre concurrence - Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles".

La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier n'est donc pas le retour en arrière (qui est impossible) mais la lutte pour le socialisme. Nous ne pouvons que voir dans le développement de l'impérialisme qui aggrave les antagonismes, brasse les nationalités, engendre les monopoles et "d'où résulte un progrès immense de la socialisation de la production" que le mûrissement des conditions de l'instauration du socialisme mondial.

Les réformes de structure que propose le GEM sont donc réactionnaires et utopiques. Utopique aussi leur politique économique pour sauver la sidérurgie. Le GEM propose par exemple qu'un effort soit fait pour augmenter la consommation intérieure de l'acier, de façon à réduire la dépendance de la Belgique vis-à-vis des marchés étrangers, en développant l'installation d'équipements de lutte contre la pollution, ou la production des transports en commun, ceci nécessitant bien sûr l'utilisation d'acier. Or, si ces investissements ne sont pas à "fonds perdu socialement", économiquement, ils le sont. En quoi les finances de l'Etat s'en porteraient-elles mieux si pour augmenter la demande intérieure de l'acier, en vue d'aider la sidérurgie, il doit investir dans des secteurs non rentables? Ceci n'étant qu'une parenthèse, puisque ce n'est de toute façon pas le rôle des marxistes de se charger de la restructuration d'un secteur économique.

Ce qui est par contre du ressort des marxistes, c'est la défense des intérêts du prolétariat à l'échelle internationale et à fortiori à l'échelle nationale. Ce qui n'est apparemment pas le souci du GEM: "Par une politique appropriée, on peut cependant échapper quelque peu à la jungle de la concurrence internationale. Cette politique devra suivre deux voies: Généraliser d'une part la conclusion de contrats à longs termes et d'autre part, augmenter les exportations indirectes d'acier".

Or, peut-on croire qu'en système capitaliste un contrat est quelque chose de solide, et surtout, ne se conclut-il pas uniquement en fonction des rapports de forces. Or, d'une part, ces rapports de forces changent constamment et d'autre part, ne doit-on pas voir ici que si le GEM souhaite la conclusion de contrats à long terme, il ne peut que souhaiter, s'il est cohérent, que la

Belgique continue à maintenir le joug sur les pays en question et freiner leur développement.

A tout cela, la LRT ne sait qu'applaudir : "Sur les principes des nationalisations, des planifications impératives et la nécessité impérative d'élaborer de nouvelles orientations pour la sidérurgie, on ne peut qu'être d'accord avec le GEM". (La Gauche 19/4/78). Au sujet des nationalisations, la LRT aime se donner un petit air plus radical que le GEM. Le GEM ne parle pas, en effet, d'expropriation, la LRT si. Comment? Tout un art! Pour la LRT, la nationalisation n'est pas possible tout de suite. Alors, commençons par les réformes partielles telles que l'économie mixte que les trotskystes pensent être contraints d'accepter à cause des rapports de forces. Bien qu'ils disent "qu'aucune garantie, aussi stricte soit-elle, ne pourra éviter que les groupes financiers ne tirent les marrons du feu". Il faut croire que, pour la LRT, c'est quand même un pied dans l'étrier, puisqu'à partir de là "la bataille se mènera inévitavelmente (!!!) pour chasser le patronat de l'entreprise mixte et exiger qu'elle soit reprise intégralement par l'Etat (La Gauche 28/9/78).

Par l'Etat? Si la LRT donne des cours de marxisme, elle devrait bien revoir la première leçon qui est celle sur la notion marxiste de l'Etat comme elle est développée par Lénine dans "L'Etat et la Révolution" par exemple. L'Etat bourgeois ne peut être autre chose que le conseil d'administration du capitalisme national et une trique au service de la classe dominante. Son rôle se verrait-il amoindri sous la "république démocratique"? Pas du tout, répond Engels, car "la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre" (Engels, cité par Lénine, 1er chapitre de "L'Etat et la Révolution").

La LRT a si peu compris le rôle de l'Etat et sa nature qu'elle en arrive aux mêmes conclusions que les PC officiels! Mandel écrit dans l'Eurocommunisme p.298 "C'est une caricature de la thèse léniniste, marxiste révolutionnaire, que de réduire la révolution socialiste à la seule "insurrection" qui n'est que le point final du processus révolutionnaire (1) et qui pourrait d'ailleurs, dans des conditions favorables de rapports de forces, s'effectuer pratiquement sans effusion de sang, à condition d'avoir auparavant désagrégé moralement (!!) et politiquement l'appareil armé de la bourgeoisie et d'avoir fait admettre la légitimité des conseils ouvriers et populaires par l'immense majorité de la population y compris les soldats".

Alors que pour Marx, surtout après la Commune de Paris, il ne peut y avoir de socialisme qu'après la révolution violente et par la dictature du prolétariat parce que la bourgeoisie ne perdra le pouvoir que par la force. La notion de la LRT sur l'Etat explique sa position gradualiste de la voie au socialisme.

Mais pour nous, sans le renversement de l'état bourgeois, les nationalisations ne font pas avancer la lutte d'un pouce, parce que ce soi-disant pouvoir ouvrier n'est qu'une mystification tant que la nature de l'Etat n'a pas changé. Car le contrôle ouvrier dont parle la LRT et qui, selon elle, permettrait de contrôler l'embauche, les subsides, la production, d'exercer un pouvoir ouvrier sur les grandes décisions économiques et sociales, ne peut que se soumettre aux lois économiques du régime capitaliste et du marché international.

Si la révolution, qui n'est pas pour demain, ne se réalisera qu'au prix d'un dur et long travail, progressif, quant à ses résultats, elle n'en doit pas pour autant passer par des étapes qui n'en sont pas, parce qu'elles n'ont pas de contenu prolétarien et ne peuvent pas servir, par conséquent, de tremplin. Elles ne peuvent, bien au contraire, que freiner la lutte des classes en manquant à la classe ouvrière ses buts réels. Le contrôle ouvrier ne prend son sens que sous la dictature prolétarienne. Il n'est rien sous régime capitaliste sinon qu'un moyen pour la bourgeoisie pour conserver le pouvoir.

Un autre moyen pour la bourgeoisie de le conserver est de diviser la classe ouvrière. En Belgique, elle a un atout supplémentaire: le pays est divisé en deux parties principales avec de surcroît deux langues qui font que l'unité ouvrière est difficile. Et ce ne sont, bien sûr, pas les directions syndicales qui vont lutter pour l'obtenir. Bien au contraire. Non seulement les petits différents entre la FGTB et la CSC (qui se veut ^{plus} radicale) sont des prétextes pour freiner l'unité et amoindrir la plus petite tentative d'action contre le patronat, mais les bonzes syndicaux s'appliquent à entretenir la division Flandre - Wallonie. C'est ainsi que, du côté flamand, on dit qu'il n'est pas question de payer le retard de la Wallonie et que, du côté wallon, Gillon (FGTB) déclare : "Il ne peut être question de laisser la sidérurgie wallonne aux mains des Flamands". (La Wallonie 12 mai 78).

Il est bien sûr du rôle du parti communiste de lutter contre les divisions de toute nature au sein de la classe ouvrière, dues à des différences de catégorie, de nationalité, etc...

(1) Ceci est aussi totalement faux car, si l'insurrection est l'aboutissement de la préparation révolutionnaire, elle ne peut être le point final du processus révolutionnaire qui exige la dictature du prolétariat pendant la pé-

riode de transition au communisme et le rôle du parti sera de diriger ces deux phases (l'insurrection et la dictature) et non pas de s'effacer une fois l'insurrection accomplie comme le laisse entendre ici Mandel.

LRT - 4^e Congrès

UNE PARFAITE ILLUSTRATION DU CENTRISME !

La crise du capitalisme mondial ne manque pas d'avoir des répercussions jusque sur le fonctionnement, les méthodes, la tactique de groupes que nous qualifions volontiers de "centristes" parce qu'ils adoptent une position à première vue à mi-chemin entre celle des partis "ouvriers bourgeois" ou réformistes tels que le PCB et le PSB et celle du marxisme révolutionnaire. En réalité leur rôle véritable n'est pas d'être à moitié "révolutionnaire" car l'histoire a déjà montré à maintes reprises leur alignement objectif sur l'opportunisme classique, c'est à dire en définitive derrière la bourgeoisie et contre le prolétariat. Que ces groupes servent de paravent entre le marxisme révolutionnaire et les travailleurs de plus en plus dégoutés de l'opportunisme est un phénomène réel, mais ceci nécessite de leur part un certain nombre d'adaptations et parfois de tournants critiques. C'est ce que vient de vivre la LRT, lors de la préparation de son 4^e congrès (d'Octobre 77 au II Mars 78, date du congrès).

En effet, la campagne électorale du printemps 77, dans laquelle la direction avait jeté toutes les forces de l'organisation, avait révélé un profond mécontentement de toute une frange de militants aujourd'hui qualifiés de "nostalgiques des fronts secondaires" et d'activisme (1). Par ailleurs d'autres préoccupations se firent jour lorsque la LRT dû constater le refus d'alliance électorale que lui avait opposé le PCB (2). Dès lors au nom du "réalisme", la direction de la LRT mena campagne pour que l'organisation "renforce son profil ouvrier" et sa "crédibilité" (vis à vis de l'opportunisme) et puisse s'imposer comme une "organisation ouvrière"; il s'agissait de réaliser la "percée politique centrale" et de faire le saut nécessaire pour devenir un "petit parti ouvrier". C'est sur ces thèmes (et avec ce jargon) que s'engagea la discussion. Immédiatement se cristallisa une tendance (A) qui comprenait difficilement ces nouveaux impératifs et proposa simplement de continuer comme avant en réduisant le "fossé entre la direction qui élabore des réponses politiques de qualité et la "base" pour qui ses réponses restent souvent générales et abstraites" (La Gauche du 26.1.78). Mais il suffit à la majorité (tendance B) de proclamer que le centralisme démocratique existait et allait être renforcé dans l'organisation pour que la tendance A décide de se dissoudre (La Gauche du 9.2.78). Elle n'avait en réalité aucune consistance et représentait plus une certaine désorientation face au nouveau tournant de la LRT qu'une réaction politique cohérente. Et après tout, ne s'agissait-il pas d'abandonner la recette des "fronts secondaires" pour en adopter une nouvelle, mais cette fois-ci directement en contact avec la classe ouvrière ?

Note I : Depuis sa fondation en 1938, la 4^e Internationale a utilisé tous les expédients imaginables pour "construire le parti révolutionnaire" (c'est à dire en fait, rassembler le plus de monde possible, à n'importe quel prix) après l'entrisme dans les partis staliniens et sociaux-démocrates, elle s'est tournée en 68 vers le "mouvement étudiant" avant de fabriquer les théories de la "construction du parti de la périphérie vers le centre" et de la "dialectique des secteurs d'intervention" mais maintenant "aucun détour (par le Viet-nam, les jeunes, femmes, par l'écologie ...) n'est plus possible : parce que par rapport à ses possibilités le détour n'est plus payant (n'en

Il est vrai que la participation du PSB au gouvernement, le silence religieux du PCB et le soutien réel des organisations syndicales au plan anti-crise et à l'austérité offrent à des groupes tel que la LRT l'occasion de remplir un certain "vide politique" en influençant des ouvriers dégoûtés de l'opportunisme mais qui ne tirent pas encore toutes les conclusions politiques de cette situation. La LRT n'est d'ailleurs pas la seule à se précipiter sur ce terrain, il y a aussi du côté des socialistes les "opposants" de "Tribune socialiste" et du côté du MOC diverses formules dont principalement le MAP-GPTC. Gageons que tous ces groupes se livreront à une dure bataille d'influence tout en utilisant globalement les mêmes formules immédiatistes. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les préoccupations actuelles de la LRT : "De cette nouvelle situation découle que la gauche du mouvement ouvrier ne peut se contenter de soutenir et d'impulser des luttes à la base. Elle doit donner un débouché politique à ces luttes face à la concertation systématique des directions réformistes du PSB et du MOC. Elle doit avancer une alternative globale... Il s'agit tout d'abord de rédéfinir les réformes de structures anti-capitalistes et le fédéralisme de façon telle que les luttes concrètes puissent s'y raccrocher. Ensuite il faut définir les conditions politiques qui permettent de progresser dans son application." (La Gauche du 16.3.78 Compte rendu du 4^e Congrès).

Les deux points clés des réformes de structures sont la socialisation du crédit et le contrôle ouvrier. La socialisation du crédit (nationalisation des banques et des organismes de crédit, sous diverses prétendues garanties comme un contrôle ouvrier mal défini) est présentée comme la mesure qui permettra le redressement économique, la fin du gaspillage ("Notre pays donne des subsides à fonds perdus aux multinationales étrangères qui installent des usines et s'en vont". (!)) et un premier pas vers le socialisme. Tout cela dénote d'une incompréhension totale de ce qu'est le capitalisme. La crise n'est pas le résultat d'une mauvaise gestion (3) que pourraient surmonter une gestion de qualité et une lutte active contre la fraude fiscale; les mesures que tous les Etats prennent pour s'en tirer (en construisant en particulier des pyramides de crédits) ne font que préparer une crise plus profonde. Et de toute façon avancer de tels mots d'ordre sans même poser la question centrale de la nature de l'Etat est caractéristique du réformisme. Un contrôle ouvrier véritable ou même la "socialisation du crédit" vont de pair avec la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat et comme tels ne peuvent être avancés comme mots d'ordre de "transition vers le socialisme" qu'en période directement pré-révolutionnaire, où se trouve clairement en jeu la question du renversement du pouvoir capitaliste. La dictature du prolétariat s'appuiera en effet sur le contrôle ouvrier de la production et utilisera sans doute la "socialisation du crédit" parmi d'autres mesures, mais tout ceci aura une valeur transitoire parce que précisément il s'agira de mettre fin à l'existence d'entreprises séparées, du crédit, de la monnaie ainsi qu'à tous les anciens rapports de production.

Mais dès que l'on met de côté la question centrale de la nature de l'Etat qui doit instaurer le contrôle ouvrier et la socialisation du crédit; cela signifie que l'on scuffle dans le creux de l'oreille de la bour-

Suite de la note 1 : déplaît à certains nostalgiques : ce n'est pas parce qu'on fait beaucoup de bruit dans la rue qu'on réalise sa percée politique) et aussi parce que le mouvement ouvrier a été fécondé par la globalité de la contestation issue de 68" La gauche 19.10.77.

Note 2 : Voir à ce sujet notre supplément N°1

Note 3 : Voir à ce sujet dans ce même supplément la position de la LRT dans la question de la sidérurgie.

geoisie des mesures qu, en cas de crise plus grave pourraient lui permettre de tromper la classe ouvrière (le "contrôle ouvrier avait été par exemple concédé par la bourgeoisie aux ouvriers italiens après le mouvement d'occupation des usines en 1920 sous le conseil du réformisme qui désarma ainsi la classe et sans bien sûr que celle-ci en retire le moindre avantage). Pire une telle attitude revient à renforcer les illusions gradualistes sur le processus révolutionnaire (qui se ferait par grignotage "à la base, à la production" du pouvoir économique bourgeois) et à renforcer l'esprit borné d'entreprise (la tâche des ouvriers serait de bien "gérer" "leur" usine !).

Ainsi donc des mots d'ordre qui sont avancés au nom d'une prétendue conquête des masses à la révolution se traduisent aujourd'hui en autant d'obstacles à celle-ci. On voit ici l'une des plus funestes conséquences du "Programme de transition" qui présida à la naissance de la prétendue IV^e internationale. En effet, pour les trotskystes, la question de la révolution mondiale se réduit à celle de la construction du parti alors même que toutes les conditions objectives de la révolution seraient réunies depuis maintenant 40 ans (!) et il s'en suit toute une série de mots d'ordre "tactiques", de recettes, qui visent à convaincre les masses sans qu'ait été tiré un véritable bilan de la contre-révolution mondiale et analysé le cours du capitalisme mondial et de la classe ouvrière depuis 60 ans.

Quant au mot d'ordre du fédéralisme, il passe lui aussi outre la question du capitalisme et de l'Etat comme force centralisé de la bourgeoisie et ne prépare pas le prolétariat à le combattre. Les accords d'Egmont et du Stuyvenberg renforcent l'Etat bourgeois (comme nous l'expliquons dans le supplément précédent) et les institutions régionales prévues ne sont que des paravents destinés à canaliser les révoltes alors que les secteurs vitaux de l'Etat (l'armée, affaires étrangères, l'intérieur et les centres réels de la politique économique, fiscale et budgétaire) restent centralisés. Pour la LRT cet Etat s'évanouirait probablement grâce au fédéralisme face au pouvoir ouvrier wallon et à la nation flamande enfin libérée de l'oppression. Ces objectifs sont tout à fait illusoire.

Voyons maintenant comment "les luttes concrètes" peuvent se "raccrocher" à ces mots d'ordre.

Eh bien, on voit "concrètement" le soutien ignoble à l'opportunisme ! En sidérurgie, (comme on le voit dans l'article de ce journal) c'est le fédéralisme qui est avancé pour canaliser la colère des sidérurgistes trahis par les directions syndicales. Dans le pétrole, à propos de la grève à la RBP, la LRT se surpasse en essayant d'attirer les ouvriers par les délices des réformes de la gestion capitaliste : "La Gauche" du 21.9.78 réclame (encore une fois à qui et avec qui ?) "la nationalisation du secteur pétrolier (en commençant par la RBP, "concretisme" oblige !) pour que le pavitaillement en énergie du pays ne dépende plus de plans de firmes multinationales qui ont qu'un but le profit" (encore une fois sa sainteté l'Etat est lavé d'un pareil péché !) en lui permettant de contrôler les prix et les marges bénéficiaires; la nationalisation de la RBP permettrait en outre la constitution de stocks stratégiques (pour les administrations, par exemple)". Voilà donc la LRT grand stratège de la bourgeoisie !

Dans les petites entreprises, comme nous l'expliquons également dans ce supplément, les expédients de l'autogestion et du contrôle ouvrier paralysent les réactions classistes des ouvriers licenciés.

Pourquoi cet aplatissement complet dans les luttes immédiates? Parce qu'il doit servir, dans l'esprit de la LRT, aux "conditions politiques qui permettent de progresser" dans l'application de l'alternative globale anti-capitaliste" car "le mouvement syndical devient le lieu de passage obligé de la riposte massive des travailleurs à la crise capitaliste" et "la clé de la situation politique se trouve dans le mouvement syndical : c'est l'émergence d'une gauche syndicale et la construction d'une organisation révolutionnaire". (La Gauche du 16.2.78) (4).

Les "conditions politiques" pour la LRT sont le renforcement de "Tribune socialiste", la création d'un parti ouvrier chrétien (que les chrétiens dégoutés ne se dispersent surtout pas !), l'unité de la gauche anti-capitaliste

autour du programme des réformes de structure : Encore et toujours l'unité ouvrière par l'unité des organisations prétendument ouvrières !
Ce sont ces "conditions politiques" (la recherche d'un front politique à n'importe quel prix) qui conditionnent toute l'activité de la LRT. La capacité du parti de classe d'influencer et de conduire les masses ne sobtient pas avec de telles recettes. Notre courant n'a pas cessé d'affirmer au contraire avec force que cette capacité et cette conquête de la direction des plus larges couches du prolétariat en lutte, doivent être préparées par un travail préalable patient systématique et de longue haleine.

Ce travail de préparation révolutionnaire ne peut être réalisé que sur la base des principes historiques du communisme considérés comme la somme et le bilan d'expériences de luttes séculaires. Il faut aussi une continuité de doctrine, de programme, d'organisation et de tactique en dehors de toutes fluctuations liées aux vicissitudes de la situation contingente au locale.

C'est seulement dans ces conditions que peuvent intervenir efficacement les communistes, en utilisant toutes les brèches qui se produisent dans l'édifice capitaliste mais en restant pleinement conscients des énormes difficultés qui subsistent dans la situation actuelle.

Note 4 : On comprend dans ces conditions que la LRT a quitté le "front de soutien du combat ^{vent} des travailleurs" de Charleroi, non pas en expliquant comme doit le faire des communistes qui quittent une organisation immédiate, que les forces réunies dans ce front empêchent une activité classiste, mais en disant qu'on y tenait des propos anti-syndicaux et qu'il était manipulé par l'"Exploité".

X X
X X

AU SOMMAIRE DES SUPPLEMENTS PRECEDENTS :

- N°1 : Ier Mai, pour la lutte de classe prolétarienne MARS 77
Les élections.
Tableau du chômage en Belgique
Nos orientations syndicales
La LRT et les élections
- N°2 : La situation en Belgique NOVEMBRE 77
Le terrorisme
Le 60^e anniversaire de la révolution russe
Sur la naissance du PCB (I)
Critique de Pour le socialisme
- N°3 : La situation en Belgique AVRIL 78
Sur le fédéralisme : un mot d'ordre anti-prolétarien
Le conflit de l'ALE
Les communistes et la question féminine
Les maoïstes et la défense nationale
Sur la naissance du PCB (II)

Faute de place, nous reportons la suite de l'article sur la naissance du PCB au numéro prochain.

A PROPOS DE L'ÉGALITÉ DES NATIONS

Voici comment, dans ses "thèses et additions sur les questions nationale et coloniale", le II Congrès de la III^{ème} Internationale caractérisait le principe de l'égalité des nations :

"1° La position abstraite et formelle de l'égalité - l'égalité des nationalités y étant incluse - est propre à la démocratie bourgeoise sous la forme de l'égalité des personnes, en général; La démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus profonde erreur. L'idée d'égalité, qui n'était que le reflet des rapports créés par la production pour le négoce, devient entre les mains de la bourgeoisie, une arme contre l'abolition des classes combattue désormais au nom de l'égalité absolue des personnalités humaines."

Amada - ignorance ou cynisme ? - dans un article intitulé : "Appelons nous à boycotter le Mundial ?" (*), reprend à son compte sous une forme à peine modifiée l'ensemble des positions précisément combattues par le 2° congrès. C'est pour le même négoce, qu'Amada défend les mêmes principes dénoncés par l'Internationale : "Le commerce, dit Amada, doit pouvoir se développer sur la base de l'égalité et des avantages réciproques ..." Il manque encre, avec la bénédiction papale, les notions de juste bénéfice et de juste salaire, pour créer l'harmonie parfaite dont n'ose même plus rêver ... la bourgeoisie!

Poussant l'ineptie libérale jusqu'à l'absurde, Amada va jusqu'à proclamer que "les révolutions, les contre-révolutions sont des affaires intérieures"!

Foulant du pied les principes les plus élémentaires du marxisme, dont elle ose se réclamer, l'organisation maoïste ignore également les faits dans ce qu'ils ont de plus élémentaire. Le marxisme, en effet, quand il proclame l'internationalisme s'appuie non sur des principes sacrés ou éternels, auxquels il ne croit pas, mais précisément sur la constatation des faits. Il n'aura pas fallu attendre le XX^e siècle... et les décrets de TPO Amada pour décider des limites et des bornes à imposer aux révolutions ... et aux contre-révolutions, que cette organisation met dans le même panier. En ce qui concerne ces dernières, nous rappellerons d'abord la collusion entre les ennemis irréductibles Prussiens et Français, soudainement unis pour écraser la Commune de Paris en 1871 et, plus près de nous l'alliance étroite des interventionnistes britanniques, français, japonais et autres pour tenter d'écraser la révolution d'Octobre en 1917. Et s'ils le faisaient, ce n'était pas pour le simple plaisir de "mettre leur nez dans les affaires des autres", mais très logiquement pour tenter d'étouffer dès ses débuts, l'incendie de la révolution mondiale qui avait éclaté en Russie.

C'est pour cette raison que l'on trouve également dans les thèses du 2° congrès citées plus haut, la formulation suivante : "4° - Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale communiste, dans les questions nationale et coloniale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de la victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales ni les inégalités;".

Pour en terminer nous citerons encore une fois le 2° Congrès qui dans ses statuts disait ceci : "La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce que l'on pouvait lire dans les statuts de la I^{ère} Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale ni nationale, mais bien une tâche sociale et INTERNATIONALE".

Gageons que pour Amada ce langage est à peu de chose près celui de la planète Mars et conseillons à la démocratique organisation de s'engager dans la "grande famille libérale". C'est la place qui lui convient.

* Notons que le boycott tel qu'il est présenté est à ranger dans l'arsenal classique qui comporte entre autres les pétitions, manifestes marches et autres processions laïques et pacifiques.

CORRESPONDANCES OUVRIÈRES

Nous avons reçu d'un lecteur anonyme d'Anvers deux petites notes concernant des problèmes d'actualité pour le mouvement ouvrier. Nous les publions ci-dessous légèrement modifiées et nous l'invitons à se faire connaître rapidement en nous écrivant à l'adresse du journal car il est effectivement très intéressant pour nous de recevoir une correspondance régulière de nos lecteurs sur des questions comme celles-là.

LE PAVILLON BELGE, BIENTOT UN PAVILLON DE COMPLAISANCE ?

Comme dans les autres pays industrialisés, les armateurs belges se plaignent depuis longtemps "du poids excessif des salaires", payés aux marins. Néanmoins, d'énormes avantages financiers lors de la construction en Belgique de bateaux battants pavillon belge ont incité les armateurs à garder leurs navires sous drapeau national.

Ces derniers temps pourtant, eux aussi commençaient à se vendre leurs propres bateaux, par sociétés anonymes interposées, mais alors naviguant sous drapeau de "complaisance", c'est à dire libre des lois sociales protégeant les marins. Ceci ne suffit pourtant pas. Depuis cette année, quelques bateaux belges circulent avec un équipage réduit. Si cette expérience est acceptée par les autorités et les syndicats, la mesure sera généralisée, entraînant le chômage pour une partie des 3100 marins inscrits en Belgique.

Mais il y a plus et les syndicats semblent marcher avec les armateurs : on voudrait ne plus garantir les salaires minimum prévus par les conventions belges pour les marins étrangers dont la famille ne réside pas en Belgique. Ainsi les navires belges comme les navires sous pavillon de "complaisance" pourraient être équipés de marins pakistanais ou autres, payés comme "dans leur pays d'origine". On comprend qu'une fois cette porte ouverte, les armateurs se garderaient bien d'engager encore des marins aux salaires normaux. Il en résulterait que seuls les officiers et quelques spécialistes seraient encore belges, les autres des sous-payés importés pour la circonstance.

Anvers a toujours été au premier plan pour la campagne syndicale contre les navires où les salaires minima ne sont pas appliqués. Plus d'un navire sous drapeau de complaisance a été mis à la chaîne dans ce port en attendant que les traitements soient adaptés. Si les syndicats se décident à aider les armateurs pour faire passer la nouvelle proposition ce serait un coup bas porté contre les intérêts des marins dans tous les ports d'Europe occidentale.

Note de la rédaction : Entièrement d'accord, il est clair que les capitalistes reviennent largement en période de crise sur ce qu'ils avaient pu concéder aux travailleurs pendant la période de "prospérité" précédente. Ici les armateurs cherchent à rétablir la libre concurrence entre les salariés et le devoir de tous prolétaires conscients est de lutter contre la concurrence entre ouvriers et donc de maintenir les conventions ayant trait au salaire minima, cependant il faut aussi veiller en l'occurrence à ce que cette lutte ne devienne pas une opposition à l'embauche de marins étrangers, c'est à dire qu'elle n'introduise pas une autre division entre prolétaires : celle des nationalités.

TRAVAILLEURS NATIONAUX

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS :

UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !

SUR LA DISPARITION DU JOURNAL SOCIALISTE "VOLKSGAZET"

(Edité à Anvers).

Avec la liquidation des sociétés anonymes, propriétaires du journal et de l'imprimerie, les organisations du parti et du syndicat semblent avoir voulu monter une opération du plus pur style "patron de combat". A la rédaction, presque la moitié des journalistes n'ont pas été repris par la nouvelle société (dirigée par les grands patrons du syndicat ABVV (FGTB) de la région anversoise). Ceux qui avaient le plus d'années de service, donc le plus gros traitement et le plus gros "risque" en cas de mise au chômage ont été les premières victimes : ils ont aussi de grandes difficultés pour retrouver du travail. Les autres ont pu reprendre le travail sous des conditions humiliantes : plus de treizième mois, plus d'avantages extra-légaux tel que la pension supplémentaire et en plus une réduction substantielle (10 à 20%) du salaire.

Des conditions analogues de réduction de salaire ont été imposées aux ouvriers de l'imprimerie. Un tiers environ n'ont pas été repris. Mais ici les premiers frappés ont été les membres du conseil d'entreprise, les délégués syndicaux. C'est la combinaison de ces deux attaques contre les droits des travailleurs qui a décidé les typographes à dire NON. Le journal qui était déjà prêt à être imprimé, n'est pas sorti de presse le lundi soir. Le mardi, la société essayait de contourner cette grève des imprimeurs en cherchant une autre imprimerie à Anvers ou dans la région. Mais le syndicat des typographes a été solidaire des ouvriers d'Excelsior contre les patrons de la nouvelle société "De Roos". De ce fait les sections syndicales se sont opposés aux grands chefs du syndicat.

Accepter cette manoeuvre de réduction salariale "pour passer à crise" aurait créé un précédent que les grandes sociétés auraient accueilli avec joie. La fin de cette aventure de gestion capitaliste par les "organisations ouvrières" pourra avoir réveillé les quelques rêveurs qui croyaient encore un peu aux théories de Vandervelde, qui voulait avec ses coopératives "détruire le capitalisme par l'intérieur, grâce à la concurrence". Les imprimeurs du Volksgazet eux, n'y croyaient déjà plus. Confrontés régulièrement avec la dure réalité de la direction du parti et du syndicat, ils avaient depuis longtemps perdu toute confiance en ces supports du capital.

Le syndicat du livre, durement attaqué par le dirigeant syndical, Schoeters et par les bonzes du Parti, a rappelé les conditions de réengagement faites sur mesure pour être refusées. Il était entre autre prévu que les réengagés, s'ils quittaient la nouvelle société, ne pouvaient pas retravailler dans l'imprimerie. Le syndicat du livre laisse entendre que tout était prévu dès le départ pour laisser tomber le titre du journal et pour faire imprimer en Hollande, profitant ainsi d'un meilleur marché.

NON AUX LICENCIEMENTS !

SEMAINE DE 35 H MAXIMUM A SALAIRE EGAL !

SALAIRE INTEGRAL AUX OUVRIERS LICENCIES, entièrement à la charge du patron et de l'Etat sans limitation de durée.

SALAIRE INTEGRAL EN CAS DE REDUCTION D'HORAIRE

SALAIRE EGAL AU SALAIRE MINIMUM EN VIGUEUR POUR TOUS LES TRAVAILLEURS A LA RECHERCHE D'UN PREMIER EMPLOI !

POUR L'UNITE COMBATTANTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS - CONTRE LE FRONT BOURGEOISIE-OPPORTUNISME !

LA GREVE SANS PREAVIS NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE doit être déclaré dès les premières attaques patronales !

En cas de fermeture d'entreprise, les ouvriers doivent poser en termes clairs leurs revendications, refuser l'alternative de liquidation de leur mouvement consistant à faire dépendre leur sort d'un très aléatoire rachat de l'entreprise, utiliser leurs armes de classe, et surtout chercher à tisser des liens très étroits avec les chômeurs et exiger en liaison avec eux le "SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS !".

Le capitalisme ne peut pas garantir l'emploi (et les millions de chômeurs du monde industriel sont là pour l'attester !), chaque ouvrier aujourd'hui au travail sera confronté un jour au chômage avec toutes les pertes matérielles qu'il entraîne. C'est pourquoi il est une nécessité de classe de souder EN UN UNIQUE BLOC LES RANGS DES CHOMEURS ET NON CHOMEURS et de faire fondre leurs luttes en une LUTTE COMMUNE ET UNIE.

X X X X
X

Note 1 : Vision partagée par les soi-disants marxistes de PLS (Pour le Socialisme) on peut lire dans un journal d'intervention de PLS, paru le 24.9.77 sur les événements de chez MANGE : "Avec l'argent de la société il (le patron) se rembourse des notes de frais astronomiques Le manque de sérieux éloigne plus d'un client ..."
Même son de cloche du côté de la LRT pour s'en convaincre lire dans la Gauche du 14.9.78 l'explication qu'elle donne sur la menace de fermeture des Ateliers de moulage Allard Léonard, dans le Hainaut.

Note 2 : D'après la "Revue nouvelle" des 5.5/6/78, dont nous tirons les chiffres qui suivent, on entend par petites entreprises celles qui comportent 40 personnes au maximum pour le secteur commercial, 50 pour le secteur industriel et 100 pour celles qui ne fournissent pas à l'employeur un revenu exclusif. Les chiffres distribués de cette façon ne représentent rien évidemment, mais commencent à prendre leur signification lorsqu'on sait qu'entre 1973 et 1976 le nombre d'emplois dans les entreprises de moins de 50 personnes est passé de 880.734 à 917.260 (donc une augmentation de 36.000), tandis que dans le même temps le nombre d'emplois passait de 2.381.529 à 2.356.653 dans les grandes entreprises (soit une perte de 24.000). On note d'autre part que les pertes d'emplois les plus importantes se remarquent dans les entreprises occupant entre 50 et 200 personnes (8%) et dans les géantes, occupant plus de 1000 travailleurs (9%). Le phénomène s'est cependant modifié à partir du mois de Juin 76, date à laquelle les plus petites entreprises ont été touchées en premier lieu par le chômage. Le véritable critère pour la fermeture dit la revue stalinienne réside dans le type d'activité. C'est ainsi que les secteurs frappés plus durement par le chômage sont les fabrications métalliques (perte plus grave dans les petites entreprises), le textile et autres industries manufacturières. Pour nous il n'est pas difficile d'en déduire que le critère souverain est le rendement, le capital se débarrasse des entreprises non rentables ou insuffisamment par rapport à d'autres secteurs, ou se déplace là où le rendement est meilleur.

Les petites entreprises se présentent souvent comme un stade dans la fabrication soit comme filiale d'une plus vaste entreprise soit comme sous-traitant. C'est ainsi qu'AEG en utilise 30 000, Krupp 30 000, Opel 7 800, BASF 17 500. Le phénomène de la sous-traitance est propre à tous les pays industrialisés. Cela montre la FORCE que peut avoir l'unité des ouvriers des PME et des trusts en cas de licenciements pour faire aboutir leurs revendications.

Note 3 : PLS voit même dans la constitution de "coopératives" (voir son N° du 14.9.78) une "sorte de soviét ouvrier" ... qui "assure la production en permettant le financement de la lutte". Juste un mot de rappel historique à ce sujet : lors de la révolution russe, les soviets étaient des organes LOCAUX et POLITIQUES. Il faudra donc trouver une justification théorique ailleurs
Chez Mr Vandervelde

Ainsi les difficultés de cette lutte font parfois peur. C'est ainsi que la LRT utilise des expédients quelque peu curieux. Non que la LRT ne soit pas sensible à la nécessité de l'unité! Jugeons en plutôt: (La Gauche 6/7/78) "... Bien sûr l'unité d'action et la solidarité entre travailleurs wallons et flamands seraient des armes puissantes... Malheureusement ces appels à l'unité sont bien platoniques et ceux qui dans ces conditions plaident pour une "solution nationale" sont des défenseurs acharnés du secteur privé, leur jeu de bascule permet dans la plus belle tradition unitariste et droitière de tenir tête à la combativité ouvrière en Wallonie en utilisant à tour de rôle le chantage patronal et le chauvinisme flamand (1)... Le fédéralisme permettrait aujourd'hui d'enlever sans tarder la sidérurgie wallonne au secteur privé et de la transférer à la collectivité... la solidarité nationale signifie aujourd'hui le renforcement de la concertation sociale!"

Bravo! la LRT, qui joue sur la confusion entre "solidarité nationale" bourgeoise et unité du prolétariat en Belgique, pense sans doute que l'unité prolétarienne va tomber du ciel et qu'en attendant non seulement on doit lutter pour le fédéralisme, mais sûrement aussi contre toute tentative d'unité entre prolétaires wallons et flamands puisqu'elle ne peut encore que signifier "le renforcement de la concertation sociale". Il est donc trop tôt pour l'unité! Nous ne pouvons que vomir sur ces gens-là!!

Quant à la revendication du "maintien des effectifs" des groupes d'extrême gauche, dont les trotskystes, elle n'est pas non plus de nature à souder les rangs de la classe ouvrière. Non seulement, elle entretient l'illusion que le capitalisme pourrait l'accorder mais elle ne peut contrer les effets néfastes de ce mensonge du "plein emploi" qui ne peut que garantir l'emploi des uns seulement au détriment des autres: tels que celui des nationaux au

détriment des émigrés, des adultes au détriment des vieillards, etc...

C'est pourquoi, tout en luttant contre les licenciements, le parti avance comme revendication centrale, la défense des chômeurs, en réclamant le salaire intégral aux licenciés et un salaire au moins égal au salaire minimum pour les travailleurs à la recherche d'un premier emploi. Cette revendication, même si elle est probablement irréalisable sous régime capitaliste a le mérite d'être un terrain favorisant l'unité de la classe ouvrière qui lutte contre les attaques de la bourgeoisie. (Notre position est expliquée plus longuement dans le n°268 du Proletaire "Pour la défense des chômeurs").

CONTRE LES PLANS DE RESTRUCTURATION DE LA SIDERURGIE LUTONS CONTRE LES LICENCIEMENTS POUR LES UNS, LES HEURES SUPPLEMENTAIRES POUR LES AUTRES !

LUTONS POUR LE SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS !

AU FRONT UNI DE LA BOURGEOISIE ET DE L'OPPORTUNISME (PSB - PCB - DIRECTIONS SYNDICALES) OPPOSONS LE FRONT UNI PROLETARIEN ET L'UNITE ENTRE PROLETAIRES FLAMANDS ET WALLONS !

(1) Pour mieux rejeter l'unité prolétarienne au nom du fédéralisme, la LRT prend pour cible les tenants d'une unité de la Nation face à la crise, c'est-à-dire les tenants de la collaboration de classe; mais en cela, elle ne trompe qu'elle-même!

Au sommaire de «Programme Communiste»

N° 77

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe.
- L'Afrique, proie des impérialismes :
II. L'exploitation financière de l'Afrique.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale. — VI. La polémique Préobrajensky-Boukharine.
- Sur la révolution en Amérique Latine.

N° 73 - Avril 1977 (104 pages - 10 F)

- Changhaï, avril 1927 — Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme.
- Le tournant des Fronts populaires (II).
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III).
- Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

N° 74 - Septembre 1977 (92 pages - 8 F)

- La nouvelle Constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS.
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV).
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III) (Textes annexes: A. Gramsci, La révolution contre « Le Capital »; Articles de « Il Soviet » et de l'« Avanti ».
- 1918-1920: Thèses sur la constitution des conseils ouvriers de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI, 1920).
- Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ?

N° 75 - Décembre 1977 (72 pages - 8 F)

- L'Internationale des flics au travail.
- Sur le fil du temps: Espace contre ciment.
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine.
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara.
- Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

Permanence du Parti

Le 2° jeudi de chaque mois, au local de l'ASBL Club, 51, av de la couronne 1050 BRUXELLES de 19h30 à 21h30.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N^{os} 1 à 42 épuisés
 - N^{os} 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N^o 58 (192 pages) 10,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N^{os} 64, 65 6,00 F
 - N^{os} 66, 67, 68 8,00 F
- Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées :
 - Volume III : du n^o 118 au n^o 163 (années 1972-73) 40,00 F
 - Volume IV : du n^o 164 au n^o 210 (années 1974-75) 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 1. Teses características do partido: bases de adesão 3,00 F
 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 3. Os fundamentos do comunismo revolucionário 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.

NOTRE PRESSE

EST EN VENTE

BRUXELLES :
 "La borgne Agassa".
 45, rue St Jean

LOUVAIN LA NEUVE :
 "Centre Galilée"
 Pl de Galilée

ANVERS :
 Free Press Bokshop
 Walstraat, 7

CHARLEROI :
 "Clunny"
 86, Bd Tirou

LIEGE :
 "L'autre livre"
 7, pl E. Dupont

MONS :
 Ch Fordham
 15, rue des Fripiers

il programma comunista

Journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
 Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

le prolétaire

Journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
 Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

imp. spéc.